

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f.	-	-
Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie.	-	20.000f.	40.000f	
Etranger : Autres Pays		23.000f	46.000f	
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.		
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro			
Journal légalisé	900 f	-	Par la poste	-

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée...Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790630/81

S O M M A I R E**PARTIE OFFICIELLE****L O I**

2023	
15 décembre . Loi n° 2023-18 portant loi de finances pour l'année 2024	1499

PARTIE OFFICIELLE**L O I****Loi n° 2023-18 du 15 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 30 novembre 2023 ;

Le Conseil constitutionnel ayant statué par sa décision n° 9/C/2023 du 14 décembre 2023 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE. - DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT****A - Dispositions relatives aux ressources**

Article premier. - *Prévision et autorisation des recettes du budget général*

« I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2024, à la somme de 4.389.980.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2024, à 303.756.900.000 de FCFA.

III - Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2024 à 4.693.736.900.000 de FCFA ».

Article 2. - *Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'État*

« I - Pour l'année 2024, les ressources de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à 2.138.376.718.000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 2.138.376.718.000 de FCFA.

II - Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

Article 3. - Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux organismes publics

« La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux organismes publics continue d'être effectuée pendant l'année 2024, conformément aux lois et règlements en vigueur. »

Article 4. - Prévision et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

« I - La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2024, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances.

II. Il est créé les comptes de commerce suivants :

- Compte de commerce de la Police ;
- Compte de commerce de l'administration pénitentiaire.

III - Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2024 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 221.454.890.000 de FCFA.

Par catégorie de compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- Compte d'affectation spéciale à 195,04 milliards de FCFA :
 - * Fonds national de retraite : 168,47 milliards FCFA ;
 - * Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3,5 milliards de FCFA ;
 - * Fonds de Lutte contre les incendies : 200 millions de FCFA ;
 - * Frais de contrôle des Sociétés à participation publique : 500 millions de FCFA ;
 - * Fonds intergénérationnel : 7,165 milliards de FCFA ;
 - * Fonds de stabilisation : 15,20 milliards de FCFA.
- Compte de commerce à 490 millions de FCFA :
 - * Opérations à caractère industriel et commercial des armées : 150 millions FCFA ;
 - * Compte de Commerce Administration pénitentiaire : 200 millions FCFA ;
 - * Compte de Commerce Police : 140 millions de FCFA.
- Compte de prêts à 20,75 milliards de FCFA ;
- Compte d'avances à 800 millions de FCFA ;
- Compte de garanties et d'aval à 4,37 milliards de FCFA ».

B - Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

Article 5. - Les dépenses du budget général

« I - Les crédits de paiement ouverts dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 5.533.903.618.000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 578.273.618.000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : 1.442.465.000.000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1.676.893.430.000 de FCFA ;
- Investissements exécutés par l'État : 953.281.294.201 de FCFA ;
- Transferts en capital : 882.990.275.799 de FCFA.

II - Il est ouvert dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6.478.801.306.308 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III - Il est ouvert dans la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'État d'un montant de 1.442.465.000.000 de FCFA ».

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Article 6. - *Dépenses des comptes d'affectation spéciale*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2024, s'élèvent à 195.041.390.000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : 168.473.390.000 de FCFA ;
- Fonds de lutte contre les incendies : 200.000.000 de FCFA ;
- Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3.500.000.000 de FCFA ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500.000.000 de FCFA ;
- Fonds intergénérationnel : 7.165.000.000 de FCFA ;
- Fonds de stabilisation : 15.203.000.000 de FCFA.

II - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

Article 7. - *Autorisation de report*

« Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale dénommé Fonds national de retraite (FNR). »

b) COMPTES DE COMMERCE

Article 8. - *Dépenses des comptes de commerce*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2024, s'élèvent à 490.000.000 de FCFA. »

II - Il est prévu, pour chaque compte de commerce, un découvert fixé à 10% des crédits ouverts. »

c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES

Article 9. - *Dépenses des comptes de Prêts et d'avances*

« I - Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2024, sont évalués à 21.550.000.000 de FCFA.

II. Les plafonds des comptes de prêts et d'avances sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités territoriales : 800.000.000 de FCFA ;
- Prêts à divers particuliers : 19.950.000.000 de FCFA ;
- Avances aux collectivités territoriales : 800.000.000 de FCFA. »

d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS

Article 10. - *Crédits ouverts pour les garanties et avals*

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2024, s'élèvent à 4.373.500.000 FCFA ». »

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2024. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2024 est plafonnée à 4.373.500.000 FCFA. »

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11. - *Évaluation des charges de trésorerie*

« Pour l'année 2024, les charges de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à un montant de 2.138.376.718.000 de FCFA ». »

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES
ET DES CHARGES**

Article 12. - *Équilibre budgétaire et financier*

« I - Pour l'année 2024, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'État, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

	LFI 2023	LFI 2024	ECART LFI 2024/LFI 2023
I. RECETTES			
1. BUDGET GENERAL			
Recettes fiscales	3 486,7	4 180,0	693,3 19,9%
Recettes non fiscales et autres	153,8	210,0	56,2 36,6%
Total recettes internes	3 640,5	4 390,0	749,5 20,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	232,3	256,6	24,3 10,5%
Dons budgétaires	46,7	47,2	0,5 1,0%
Total recettes externes	279,0	303,8	24,8 8,9%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 919,5	4 693,7	774,3 19,8%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
Comptes d'affectation spéciale	154,4	195,0	40,7 26,3%
Compte de commerce	0,5	0,5	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	4,4	3,9 774,7%
RECETTES CST	176,9	221,5	44,5 25,2%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	4 096,4	4 915,2	818,8 20,0%
II. DEPENSES			
1. BUDGET GENERAL			
Intérêts de la dette	424,3	578,3	153,9 36,3%
Dépenses de personnel	1 273,0	1 442,5	169,5 13,3%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 679,4	1 676,9	-2,5 -0,2%
Total dépenses courantes	3 376,7	3 697,6	320,9 9,5%
Dépenses capital sur ress. internes	920,3	1 134,67	214,4 23,3%
Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbure	33,7	49,3	15,6 46,2%
Investissements sur ressources externes	667,9	701,6	33,7 5,0%
Total dépenses d'investissement	1 588,2	1 836,3	248,1 15,6%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 965,0	5 533,9	568,9 11,5%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
Comptes d'affectation spéciale	154,4	195,0	40,7 26,3%
Compte de commerce	0,5	0,5	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	4,4	3,9 774,7%
DEPENSES CST	176,9	221,5	44,5 25,2%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	5 141,9	5 755,4	613,5 11,9%
Déficit budgétaire	-1 045,5	-840,2	
Déficit % PIB	-5,50%	-3,9%	

II - Pour l'année 2024, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'État du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2.442.133.618.000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

Article 13. - Approbation du tableau de financement

« Pour l'année 2024, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie à 2.138.376.718.000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2023	LFI 2024	ECART LFI 2024/LFI 2023	
Amortissement de la dette	1269,6	1248,2	-21,4	-1,7%
Financement déficit	1 045,483	840,2	-205,3	-19,6%
Autres opérations de financement			-	
Déficit OPEX	30,0	50,0	20,0	66,7%
Total remboursement	2 345,1	2 138,4	-206,7	-8,8%
Couverture du besoin de financement				
Emprunts projets	435,6	445,0	9,4	2,2%
Surfinancement prévisionnel à reporter		381,0	381,0	
Emprunts programmes	158,0	300,0	142,0	89,9%
Autres emprunts	1 751,5	1 012,4	-739,1	-42,2%
Total tirages	2 345,1	2 138,4	-206,7	-8,8%

DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A - CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

Article 14. - Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2024, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5.184.179.817.786 FCFA et 4 241.906.130.857 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses. »

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

*Article 15. - Ouverture des autorisations d'engagement
et des crédits de paiement*

« Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, sont fixés pour chacun à 221.454.890.000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III. »

B - CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

Article 16. - *Dotations des institutions constitutionnelles*

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 162.796.699.404 de FCFA en autorisations d'engagement et 160.958.578.025 de FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

Article 17. - *Dotation des charges communes*

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2024 au titre des charges communes est fixé à la somme de 553.551.171.118 de FCFA. »

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 552.765.291.118 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses. »

A. 3 - Dotation dette publique

Article 18. - *Charges financières de la dette publique*

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2024, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 578.273.618.000 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III. »

TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLES : 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 46 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 2012-31 du 31 décembre 2012, portant Code général des Impôts, modifiée.

Art. 19. - Les dispositions de l'article 31 ter du Code susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 1) Toute personne morale établie au Sénégal est tenue de déposer, dans les douze (12) mois suivant la clôture de l'exercice fiscal, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un format établi par l'administration fiscale, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises multinationales auquel elle appartient et des données fiscales et comptables ainsi que des renseignements sur le lieu d'exercice de l'activité des entreprises du groupe, lorsque :

(a) elle détient directement ou indirectement, une participation dans une ou plusieurs personne (s) morales de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés conformément à la législation comptable en vigueur ;

(b) elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à quatre cent quatre-vingt-douze milliards (492.000.000.000) de francs au titre de l'exercice précédent celui au titre duquel la déclaration se rapporte ;

(c) aucune autre personne morale ne détient, directement ou indirectement, dans la personne morale susmentionnée une participation au sens du a) du présent paragraphe.

2) Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article dans le délai et selon les moyen et format susvisés, toute personne morale établie au Sénégal qui remplit l'une des conditions ci-après :

(a) elle est détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État n'exigeant pas le dépôt de la déclaration pays par pays mais qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie au Sénégal ; ou

(b) elle est détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État ne figurant pas sur la liste prévue au paragraphe 8 du présent article mais avec lequel le Sénégal a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale.

3) Est également tenue de déposer la déclaration prévue par le présent article, toute personne morale établie au Sénégal détenue, directement ou indirectement, par une personne morale établie dans un État figurant sur la liste prévue au paragraphe 8 du présent article, qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet État ou qui serait tenue de déposer cette déclaration si elle était établie au Sénégal, lorsqu'elle est informée par l'administration fiscale d'une défaillance systémique de l'État de résidence fiscale de la personne morale qui la détient directement ou indirectement.

4) Une personne morale établie au Sénégal, autre que l'entité mère ultime d'un groupe d'entreprises multinationales, n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays au titre d'un exercice fiscal en cas de dépôt de substitution dans une autre juridiction par le groupe d'entreprises multinationales, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient remplies pour cet exercice fiscal :

- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante impose le dépôt d'une déclaration pays par pays similaire à celle prévue par le présent article ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a conclu un accord autorisant l'échange automatique des déclarations pays par pays avec le Sénégal qui est en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la déclaration pays par pays ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante n'a pas informé le Sénégal d'une défaillance systémique ;
- la déclaration pays par pays est échangée par la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante avec le Sénégal ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informée par l'entité constitutive résidente à des fins fiscales dans sa juridiction que cette dernière a été désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays pour son compte ;
- une notification de l'entité constitutive résidente à des fins fiscales au Sénégal a été reçue par l'administration fiscale, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante.

5) Lorsque deux ou plusieurs personnes morales établies au Sénégal appartenant au même groupe d'entreprises multinationales remplissent une ou plusieurs conditions visées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'une d'entre elles peut être désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays prévue par le présent article sous réserve d'informer l'administration fiscale que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les personnes morales de ce groupe d'entreprises multinationales qui sont établies au Sénégal.

6) Le contenu et le format de la déclaration pays par pays prévue par le présent article sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances.

7) La déclaration pays par pays prévue par le présent article peut faire l'objet d'un échange automatique avec les États et territoires ayant conclu avec le Sénégal un accord à cet effet.

8) La liste des États et territoires ayant conclu un accord avec le Sénégal autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays, prévue par le présent article, est fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances. »

Art. 20. - Il est ajouté, à la suite de l'article 31 ter du Code susvisé, un article 31 quater ainsi rédigé :

« I. Nonobstant les autres obligations prévues au présent Code à leur charge, les entreprises délégataires de service public urbain ou rural dans le secteur de l'eau et de l'électricité sont tenues de communiquer, au plus tard le 31 janvier de chaque année, à la Direction générale des Impôts et des Domaines, les informations relatives à leur portefeuille client selon des modalités fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances. »

« II. Les entreprises délégataires et les entreprises exploitants de services publics ou d'installations portuaires et aéroportuaires sont tenues de communiquer à leur centre fiscal de rattachement, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un tableau récapitulatif des informations suivantes relatives à chaque entreprise bénéficiaire d'une concession au niveau des ports ou aéroports ou à chaque client bénéficiaire de prestations :

- la dénomination de l'entreprise ;
- l'adresse précise du siège social ;
- le numéro d'identification fiscale ;
- le montant annuel de la redevance payée par le bénéficiaire de la concession ;
- la superficie de la surface concédée, le cas échéant ;
- le montant annuel des prestations réalisées par entreprise ;
- l'identité, l'adresse et le numéro d'identification fiscale de l'intermédiaire ou du commissionnaire en douane du contribuable.

Les dispositions du II du présent article s'appliquent dans le cas d'une concession ou d'une exploitation gérée par une administration ou un organisme public qui ne peut, en aucun cas, opposer le secret professionnel pour se soustraire aux obligations du présent article. »

Art. 21. - Il est inséré, après l'article 31 quater du Code susvisé, un article 31 quinques ainsi rédigé :

« L'entreprise, quel que soit son lieu d'établissement, qui, en qualité d'opérateur de plateforme, met en relation à distance, par voie électronique, des personnes en vue de la vente d'un bien, de la fourniture d'un service ou de l'échange ou du partage d'un bien ou d'un service, quelle que soit la nature du bien ou du service, est tenue :

1° d'adresser, par voie électronique aux vendeurs, aux prestataires ou aux parties à l'échange ou au partage d'un bien ou service qui ont perçu, en qualité d'utilisateur d'une plateforme, des sommes à l'occasion de transactions réalisées dont elle a connaissance, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au titre de laquelle les informations sont données, un document mentionnant, pour chacun d'eux, les informations suivantes :

- a) les éléments d'identification de l'opérateur de la plateforme concernée ;
- b) les éléments d'identification de l'utilisateur de la plateforme ;
- c) le statut de particulier ou de professionnel indiqué par l'utilisateur de la plateforme ;
- d) le nombre et le montant total brut des transactions réalisées par l'opérateur avec chaque utilisateur au cours de l'année civile précédente ;
- e) si elles sont connues de l'opérateur, les coordonnées du compte bancaire sur lequel les sommes sont versées ;

2° d'adresser à l'administration fiscale, au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle au titre de laquelle les informations sont données, un document récapitulant l'ensemble des informations mentionnées au 1°. En cas d'autorisation expresse de l'administration fiscale, lesdites informations pourront être transmises par voie électronique.

Les obligations prévues aux 1° à 2° du présent article s'appliquent également à l'égard des utilisateurs de plateforme résidant au Sénégal et qui réalisent, en qualité de fournisseurs, des ventes ou des prestations de service au Sénégal au sens des articles 356 à 360 du présent Code.»

Art. 22. - Il est créé, après l'article 31 quinques du Code, un article 31 sexies ainsi rédigé :

« La société publique détentrice du monopole des jeux de hasard au Sénégal est tenue de communiquer à son service fiscal de rattachement, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un tableau récapitulatif des informations suivantes relatives à chaque entreprise bénéficiaire d'une convention pour l'organisation, sur le territoire du Sénégal, de jeux et paris, quel que soit le procédé ou le support utilisé :

- la dénomination de l'entreprise ;
- l'adresse précise du siège social ;
- le numéro d'identification fiscale ;
- le montant annuel de la quote-part de rémunérations ou de commissions versées par l'entreprise détentrice du monopole susvisé. »

Art. 23. - Il est ajouté, après l'article 31 sexies du Code susvisé, un article 31 septies ainsi rédigé :

« Les casinos ainsi que les groupements, les cercles et les sociétés organisant des jeux d'argent et de hasard, des paris ou des pronostics sportifs ou hippiques, quel que soit le procédé ou le support utilisé, sont tenus de communiquer à la Direction générale des Impôts et des Domaines les informations consignées en application des dispositions de la loi uniforme n° 2004-09 du 06 février 2004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Nonobstant les dispositions du premier alinéa de cet article, l'Administration peut utiliser ces informations pour l'exercice de ses missions.

Les dispositions du premier paragraphe du présent article s'appliquent également aux personnes citées à l'article 5 de la loi uniforme susvisée telles que les organismes financiers, les membres des professions juridiques indépendantes lorsqu'elles représentent ou assistent des clients en dehors de toute procédure judiciaire, les apporteurs d'affaires des organismes financiers, les commissaires aux comptes, les agents immobiliers, les marchands d'articles de grande valeur tels que les objets d'art, métaux et pierres précieuses, les transporteurs de fonds, les agences de voyages et les organisations non gouvernementales. »

Art. 24. - Il est inséré à l'article 432 du Code susvisé un e. libellé comme suit :

« e. tout autre produit fabriqué entièrement ou partiellement à partir du tabac et destiné à être fumé, sucé, chiqué, prisé ou consommé de quelle que façon que ce soit, ainsi que les matériels associés tels que les pipes à eau, les pipes et leurs parties, les préparations pour pipes, les inhalateurs contenant ou non de la nicotine, les matériels de la chicha, la cigarette électronique ou tout autre dispositif de cette nature que l'on porte à la bouche pour inhale. »

Art. 25. - Il est ajouté, à l'article 444 ter du Code susvisé, un point 3 ainsi rédigé :

« Article 444 ter. -

Lorsque qu'un assujetti acquiert des emballages sans contenu destinés à contenir des produits commercialisés, la taxe n'est due qu'une seule fois, au moment de l'achat desdits emballages taxés conformément au point 2 du présent article. »

Art. 26. - Il est ajouté, à la suite du 2° du II de l'article 471 du Code susvisé, un point 3° ainsi rédigé :

« 3° les transmissions de créances entraînant un transfert de propriété lorsque le débiteur cédé est l'État du Sénégal, une collectivité territoriale ou une entité du secteur parapublic de cet État, y compris les transactions portant sur des titres de la dette publique du Sénégal. »

Art. 27. - Il est ajouté un huitième tiret à l'enumération mentionnée à l'article 524 du Code susvisé ainsi rédigé :

« - la délivrance du certificat Apostille prévu par la Convention de La Haye du 05 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers entre les Parties contractantes. Les modalités de perception de ce droit sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Affaires étrangères. »

Art. 28. - Il est ajouté au 1 de l'article 556 du Code susvisé un paragraphe libellé comme suit :

« la taxe de plus-value immobilière est également due sur les cessions indirectes de biens immeubles, immatriculés ou non situés au Sénégal, de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle relatifs à des biens situés dans ce même pays visés au 1) du B de l'article 464 du présent Code. »

Art. 29. - Les dispositions du 2 de l'article 559 du Code susvisé sont complétées comme suit :

« Les modalités d'acquittement de la taxe visée au paragraphe précédent s'appliquent également dans le cas de cessions indirectes de biens immeubles situés au Sénégal ou de droits y relatifs au sens du 1) du B de l'article 464 du présent Code ».

Art. 30. - Il est inséré au II de l'article 603 du Code susvisé un k) libellé comme suit :

« k) la mise en œuvre par l'administration d'un contrôle sur pièces portant sur un impôt ou un groupe d'impôts et pour une période déterminée ayant déjà fait l'objet d'un contrôle sur place. »

Art. 31. - Il est ajouté au III de l'article 667 du Code susvisé un h) libellé comme suit :

« Article 667. -

h) tout manquement à l'une des obligations prévues aux articles 31 quater, quinques, sexies et septies du présent code donne ouverture au paiement d'une amende égale à cinq millions (5.000.000) de francs CFA. L'amende est due autant de fois qu'il y a de types de renseignements ou de documents requis et non produits, omis, incomplets ou inexacts. »

Art. 32. - Les dispositions du dernier paragraphe du point 5 du II de l'article 4 du CGI sont modifiées par les dispositions suivantes :

« Article 4. -

II.

Il en est de même des plus-values résultant de la cession totale ou partielle de droits sociaux réalisée à l'étranger lorsque ladite cession, quel que soit le procédé de transmission utilisé, se rapporte directement ou indirectement à des titres miniers ou d'hydrocarbures au Sénégal ; »

Art. 33. - Les dispositions du second paragraphe du 1 de l'article 223 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Chaque année, après la distribution, et au plus tard le 20 juillet, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation, il résulte un complément d'impôt au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputable sur l'impôt dû dans les mêmes conditions et suivant les mêmes garanties que celles applicables aux acomptes provisionnels ».

Art. 34. - Les dispositions du 1 de l'article 355 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 355.** - Désignation d'un représentant fiscal

1. Sous réserve des dispositions de l'article 355 bis, un assujetti qui n'est pas établi au Sénégal doit désigner un représentant fiscal accrédité auprès du service des impôts territorialement compétent. »

Art. 35. - Les dispositions de l'article 355 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

Article 355 bis. -

« 1) Lorsqu'en application des dispositions de l'article 357 du présent Code, le lieu d'imposition d'une prestation de service numérique réalisée par une personne physique ou morale étrangère est situé au Sénégal, la TVA est collectée et reversée, pour le compte du fournisseur, par l'intermédiaire qui a permis de réaliser la transaction.

2) Les fournisseurs établis à l'étranger disposant de leur propre technologie et réalisant les prestations visées à l'alinéa ci-dessus, sont également soumis à l'obligation de collecter et de reverser la TVA afférente à ces opérations.

3) La TVA s'applique sur le prix des prestations numériques et, le cas échéant, sur les commissions perçues par les intermédiaires.

4) On entend par prestations de services numériques, les fournitures de biens ou services immatériels réalisées de manière automatisée sur un réseau informatique et/ou électronique.

5) Sont considérés comme intermédiaires, les acteurs des ventes en ligne notamment, les plateformes numériques, les marchés ou places de marchés en ligne qui mettent en relation des fournisseurs et leurs clients pour leur permettre de conclure des transactions grâce à l'utilisation de technologies de l'information.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du Ministre en charge des Finances. »

Art. 36. - Les dispositions du e. du 3. de l'article 371 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« e. à compter du 1^{er} janvier 2015, aux livraisons de biens et prestations de services effectuées par des personnes physiques ou morales immatriculées aux services en charge des moyennes entreprises ; »

Art. 37. - Les dispositions de l'article 412 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« **Article 412.** - Sont exonérées de la taxe les mises à la consommation et les cessions ou opérations assimilées portant sur les produits suivants :

1° vins destinés à la célébration du culte ;

2° produits médicamenteux alcoolisés à l'exception de l'alcool de menthe et de l'alcool éthylique rectifié ;

3° cidres, poirés et vins de palme vendus à l'état pur ;

4° alcools et liquides alcoolisés exportés ;

5° alcools et liquides alcoolisés destinés à la fabrication de parfums, à la vinaigrerie et à la fabrication de produits médicamenteux exonérés, en vertu des dispositions du point 2 ci-dessus du présent article ;

6° alcools et liquides alcoolisés en vrac destinés à être utilisés, au Sénégal, pour la production ou la commercialisation par un assujetti de boissons ou liquides alcoolisés ;

7° alcool pur destiné aux laboratoires d'études et de recherches des établissements scientifiques et d'enseignement légalement reconnus et fonctionnant conformément à la réglementation en vigueur ;

8° alcool dénaturé à brûler de même que l'alcool de tête destiné à la fabrication de l'alcool dénaturé à brûler ;

9° alcool industriel dénaturé destiné au fonctionnement des duplicateurs ;

10° vinaigres.

A l'exception des exonérations aux points 3° et 4° ci-dessus, toute exonération attachée à la destination finale du produit est obtenue sur présentation d'une attestation de l'acquéreur final, indiquant la nature du produit, la destination motivant l'exonération des quantités ou volumes à recevoir en franchise et la référence de la déclaration de mise à la consommation.

Cette attestation est présentée en quatre exemplaires visés par les services d'assiette compétents de la Direction générale des Impôts et des Domaines.

Deux sont conservés par lesdits services, l'autre est déposé en douane pour obtenir l'autorisation d'enlèvement et le quatrième est conservé par l'importateur à l'appui de sa comptabilité.

Par cette attestation, l'acquéreur final s'engage à acquitter les droits et taxes qui deviendraient exigibles au cas où le produit recevrait une destination autre que celle motivant l'exonération.

S'agissant spécifiquement de l'exonération visée au point 6 du présent article, sa mise en œuvre est subordonnée à la présentation par l'acquéreur au fournisseur local ou aux services des douanes d'une attestation délivrée par le service d'assiette de la Direction générale des Impôts et des Domaines certifiant de sa qualité de producteur et de sa régularité vis-à-vis de ses obligations de déclaration et de paiement de la taxe spécifique sur les boissons et liquides alcoolisés. L'attestation est délivrée suivant les modalités définies à l'article 650 bis du présent Code. »

Art. 38. - Les dispositions de l'article 424 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 412 du présent Code, la taxe supportée sur les alcools destinée à être utilisée, au Sénégal, pour la production de boissons ou liquides alcoolisés peut faire l'objet d'une imputation sur la taxe collectée sur la vente des boissons ou liquides ainsi produits.

En aucun cas, cette imputation ne peut donner lieu à un remboursement ».

Art. 39. - Les dispositions du troisième alinéa de l'article 258 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Les articles 60 à 63 s'appliquent aux impositions établies en vertu du présent article. Il est fait application à la totalité des sommes ainsi imposées, d'un taux de 43 %, sans abattement ».

Art. 40. - Les dispositions de l'article 413 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 413. -

Le taux de la taxe est fixé à :

a) 50 % pour les alcools et liquides alcoolisés. Toutefois, pour les boissons alcoolisées produites localement, le taux est de 25 %.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- * 800 FCFA par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool et inférieur ou égal à 15° ;
- * 3.000 FCFA par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus.

b) 5 % pour les autres boissons et liquides. »

Art. 41. - Les dispositions des 1), 3), 5) et 12) du B du I- de l'article 464 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« B - dans le délai d'un mois, à compter de leur date ou de l'entrée en possession :

1) les conventions écrites ou verbales, sous seing privé ou authentiques, autres que celles visées au A du présent article portant :

- mutation directe ou indirecte entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, de propriété, de nue-propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles immatriculés ou non situés au Sénégal, de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle relatifs à des biens situés dans ce même pays ;

- cession directe ou indirecte de titres sociaux ou de parts de groupements d'intérêt économique, d'obligations ou d'autres valeurs mobilières relatifs à des entités situées au Sénégal ;

- transmission directe ou indirecte de créances entraînant un transfert de propriété au Sénégal ;
- cession de véhicules à moteur neufs ou d'occasion ;

3) les actes de constitution, prorogation et dissolution directe ou indirecte des sociétés et des groupements d'intérêt économique, de même que ceux constatant leurs augmentations, réductions et amortissements de capital ;

5) les mandats, promesses de vente, actes translatifs de propriété et d'une manière générale tous les actes se rattachant à la profession d'intermédiaire pour l'achat et la vente, de façon directe ou indirecte, des immeubles ou des fonds de commerce situés au Sénégal, ou à la qualité de propriétaire acquise par l'achat, de façon directe ou indirecte, des mêmes biens en vue de les revendre ;

12) les actes constatant un partage direct ou indirect de biens meubles ou immeubles situés au Sénégal, à quelque titre que ce soit ; »

Art. 42. - Les dispositions du point 9 du V de l'article 472 du Code général des Impôts sont modifiées comme suit :

« les transferts, cessions et autres mutations à titre onéreux de créances sous réserve du 3° du II de l'article 471 du présent Code.»

Art. 43. - Les dispositions du premier paragraphe de l'article 527 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« la délivrance du passeport et son renouvellement donnent lieu au paiement d'un droit de timbre fixé comme suit :

- * passeport ordinaire : 20.000 FCFA ;
- * passeport spécial Pèlerins : 2.000 FCFA.

L'établissement du duplicata d'un passeport donne lieu au paiement d'un droit de timbre fixé comme suit :

- * passeport ordinaire : 40.000 FCFA ;
- * passeport spécial Pèlerins : 4.000 FCFA.»

Les passeports délivrés par le Ministre chargé des Affaires étrangères aux fonctionnaires se rendant en mission à l'étranger sont dispensés du droit de timbre. »

Art. 44. - Les dispositions du premier paragraphe de l'article 650 bis du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Il est délivré, en même temps que les quittances et reçus de paiement, à tout contribuable qui souscrit régulièrement à ses obligations de déclaration et de paiement en matière de taxe spécifique sur les boissons et liquides alcoolisés ou de taxe sur les produits pétroliers, une attestation mensuelle de paiement. »

Art. 45. - Les dispositions du b) III de l'article 667 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 667.-

b) Le défaut de dépôt, ou le dépôt de manière incomplète ou inexacte, dans le délai prévu, de la déclaration pays par pays mentionnée à l'article 31 ter entraîne l'application d'une amende de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA. »

Art. 46. - Les dispositions du II de l'article 595 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« II. Lorsque la vérification de la comptabilité pour une période déterminée est achevée, l'Administration ne peut plus procéder à une nouvelle vérification sur place ou sur pièces portant sur la même période et sur les impôts, droits, taxes et redevances qui ont fait objet de la vérification sur place achevée.

Ladite interdiction ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre par l'administration, au titre de la période déjà vérifiée sur place, des moyens de contrôle prévus aux articles 571, 576 et 577 du présent Code en vue de statuer sur la situation fiscale d'un contribuable tiers au contribuable vérifié. »

Articles 47, 48, 49 et 50 abrogeant et remplaçant certaines dispositions de la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981 portant Code des Pensions civiles et militaires de Retraites, modifiée

Article 47. - Emoluments de base

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 28 de la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981 portant Code des Pensions civiles et militaires de Retraites, modifiée, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Ces émoluments se décomposent comme suit :

- j) la solde indiciaire ;
- k) le complément spécial de solde ;
- l) l'indemnité de résidence ;
- m) l'indemnité différentielle dégressive en cas de changement de corps ;
- n) l'indemnité spéciale pour l'enseignement ;
- o) les augmentations et ajustements de salaire ;
- p) l'indemnité spéciale Recherche Formation ;
- q) l'indemnité de Judicature ;
- r) l'indemnité de risque du secteur de la santé ».

Article 48. - Conditions de réversion de la pension de retraite

« Le droit à pension de veuve est subordonné, aux conditions cumulatives suivantes, si :

- le fonctionnaire civil a obtenu ou pouvait obtenir une pension de retraite accordée dans les cas prévus aux articles 4 et 6 ;

- le mariage a été contracté avant la cessation d'activité définitive du fonctionnaire.

Nonobstant la condition d'antériorité prévue ci-dessus, le droit à pension de veuve est reconnu :

1°) si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage avec une jouissance immédiate ;

2°) ou si le mariage, postérieur à la cessation définitive de l'activité, a duré au moins trois (03) années avec une jouissance éventuellement différée jusqu'à l'âge de 40 ans.

Article 49. - Prescription annale du paiement de rappel des pensions

Le titulaire d'une pension ne peut prétendre qu'au rappel d'une année d'arrérages antérieurs à la date de dépôt de la demande, lorsque, par suite de son fait personnel, la demande de liquidation ou de révision de la pension est déposée au-delà d'un an à partir :

- de l'âge légal d'admission à la retraite, pour l'ayant-droit ;
- du jour du décès du fonctionnaire civil ou du militaire, pour les ayants cause. »

Article 50. - Prescription du remboursement des retenues

« Le fonctionnaire civil ou le militaire qui vient de quitter le service pour quelque cause que ce soit, avant de pouvoir obtenir une pension de retraite, perd ses droits auxdites pensions et rentes.

Il peut prétendre, sauf hypothèses visées à l'article 79 du présent Code, au remboursement direct et immédiat de la retenue subie d'une manière effective sur son traitement sous réserve, le cas échéant, de la compensation avec les sommes dont il peut être redevable du chef des débets prévus à l'article 75.

A cet effet, une demande personnelle doit être déposée à peine de déchéance, dans un délai de quatre ans à partir du 1^{er} jour de l'année suivant celle au cours de laquelle l'intéressé est notifié qu'il n'a pas droit à une pension. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 15 décembre 2023.

Par le Président de la République

Macky SALL

Le Premier Ministre

Amadou BA

ANNEXES

**ANNEXE I. - TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET
DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE**

Nature de recettes	LFI 2023	LFI 2024	Delta (2024/2023)	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital	381,19	535,38	154,19	40,45%
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	648,36	830,94	182,58	28,16%
R_713 - Impôts sur le patrimoine		50,96	50,96	0,00%
R_714 - Autres impôts directs.....	0	0,06	0,06	0,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	1 029,55	1 417,34	387,79	37,67%
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	1 720,56	1 907,49	186,93	10,86%
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	146,91	140,42	-6,49	-4,42%
R_717 - Droits et taxes à l'importation	505,55	594,44	88,90	17,58%
R_718 - Droits et taxes à l'exportation	0,00	0,00	0,00	0,00%
R_719 - Autres recettes fiscales	83,23	120,30	37,07	44,54%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	2 457,18	2 762,66	305,47	12,43%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	3 486,73	4 180,00	693,27	0,20
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine (y compris revenu du pétrole)	86,34	121,62	35,27	40,85%
R_729 - Autres recettes non fiscales	1,00	1,47	0,47	46,67%
RECETTES NON FISCALES (R_72)	87,30	123,08	35,78	40,99%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)	3 574,07	4 303,09	729,02	20,40%
R_773 - Dividendes	49,40	61,23	11,8	23,95%
R_774 - Revenus des titres de placements	0,0	1,51	1,5	0,00%
R_775 - Commissions à caractères financiers	13,8	22,56	8,8	63,95%
R_779 - Autres produits financiers	3,2	1,6	-1,6	-50,31%
PRODUITS FINANCIERS (77)	66,4	86,90	20,50	30,87%
R_742_Dons projets	232,30	256,60	24,30	10,46%
R_741_Dons Programmes et legs	46,69	47,16	0,47	1,00%
RESSOURCES EXTERIEURES (74).....	278,99	303,76	24,77	8,88%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+77)	3 919,47	4 693,74	774,268	19,75%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	176,93	221,45	44,52	25,17%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	4 096,40	4 915,19	818,79	19,99%

ANNEXE I BIS. - TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	RECETTES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	
Fonds National de retraite	168 473 390 000
Fonds de Lutte contre incendies	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	3 500 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	500 000 000
Fonds intergénérationnel.....	7 165 000 000
Fonds de stabilisation	15 203 000 000
	s/total 195 041 390 000
COMPTES DE COMMERCE	
Opérations à caractère industriel et Commercial des Armées	150 000 000
Compte de commerce de la Police	140 000 000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire	200 000 000
	s/total 490 000 000
COMPTES DE PRETS	
Prêts aux Collectivités locales	800 000 000
Prêts à divers particuliers	19 950 000 000
	s/total 20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000
	s/total 800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	
Garanties et avals	4 373 500 000
	s/total 4 373 500 000
RECAPITULATION GENERALE	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	195 041 390 000
COMPTES DE COMMERCE	490 000 000
COMPTES DE PRETS	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	4 373 500 000
	TOTAL 221 454 890 000

ANNEXE II. - TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		Écart		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	
Budget général	Ressources internes	Ressources hors hydrocarbures (dons propres)							
	Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	36,3	
	2 Dépenses de personnel	1 273 000 000 000	1 273 000 000 000	1 442 465 000 000	1 442 465 000 000	169 465 000 000	13,3		
	3 Acquisition de biens et services	395 763 000 000	395 763 000 000	429 208 985 000	428 423 105 000	33 445 985 000	8,5		
	4 Transferts courants	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	1 248 470 325 000	1 248 470 325 000	-35 182 675 000	-2,7		
	TOTAL	3 376 741 000 000	3 376 741 000 000	3 698 417 928 000	3 697 632 048 000	321 676 928 000	9,5		
Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	374 580 540 084	268 950 949 905	498 143 062 991	339 290 269 524	123 562 522 307	33,0		
	6 Transferts en capital	987 470 294 017	661 362 050 095	867 154 451 206	795 381 300 476	-120 315 842 811	-12,2		
	TOTAL	1 362 050 834 701	920 313 000 000	1 365 287 614 197	1 134 671 670 000	3 248 679 496	0,2		
	TOTAL Ressources hors hydrocarbures (lo) (4 738 791 034 701)	4 297 064 000 000	5 063 715 442 197	4 632 303 616 000	324 823 007 496	6,9	625 249 618 000	12,6	
	Total Ressources internes	4 738 791 034 701	4 297 064 000 000	5 063 715 442 197	4 832 303 616 000	324 923 607 496	6,9	636 249 618 000	12,6
Ressources extérieures	Dons extérieurs (dons ou autodéterminés)								
	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	264 719 590 021	232 300 000 000	264 912 739 800	266 000 000 000	193 149 176	0,1	
	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	
	TOTAL	264 719 590 621	232 300 000 000	264 912 739 800	266 000 000 000	193 149 176	0,1	24 300 000 000	10,5
	TOTAL Dons extérieurs (dons ou subventionnés)	264 719 590 621	232 300 000 000	264 912 739 800	266 000 000 000	193 149 176	0,1	24 300 000 000	10,5
	Prêts extérieurs (prêts ou emprunts)								
	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 988 965 268 860	1 058 114 500 000	1 058 654 148 986	357 391 024 677	-930 401 110 572	-46,8	
	6 Transferts en capital	78 338 012 148	55 485 500 000	91 608 975 323	87 608 975 323	13 270 963 176	16,9	32 123 475 323	57,9
	TOTAL	2 067 303 280 708	435 600 000 000	1 150 173 124 311	445 000 000 000	-917 130 156 397	-44,4	9 400 000 000	2,2
	TOTAL Prêts extérieurs (prêts ou empruntis)	2 067 303 280 708	435 600 000 000	1 150 173 124 311	445 000 000 000	-917 130 156 397	-44,4	9 400 000 000	2,2
	Total Ressources extérieures	2 067 303 280 708	435 600 000 000	1 150 173 124 311	445 000 000 000	-916 937 007 218	-39,3	33 700 000 000	5,0
	Total Budget Budget général	7 070 814 706 030	4 954 954 000 000	6 470 801 306 300	5 633 903 610 000	-522 013 399 722	-8,4	660 949 610 000	11,5

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AEICP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits Inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART	
			AE	CP	AE	CP	VAL ARS	%
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources Internes	Ressources hors hydrocarbures (fonds propres)						
	Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	647 800 000		712 800 000		65 000 000	10,0
		3 Acquisition de biens et services	1 125 200 000		1 526 200 000		401 000 000	35,6
		4 Transferts courants	147 425 000 000		184 576 390 000		37 151 390 000	25,2
		TOTAL	149 198 000 000	149 198 000 000	186 815 390 000	186 815 390 000	37 617 390 000	25,2
	Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	27 732 000 000		34 639 500 000		34 639 500 000	24,9
		TOTAL	27 732 000 000	27 732 000 000	34 639 500 000	34 639 500 000	6 907 500 000	24,9
		TOTAL Ressources hors hydrocarbures (foi)	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2
		Total Ressources Internes	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2
		Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor	176 930 000 000	176 930 000 000	221 454 890 000	221 454 890 000	44 524 890 000	25,2
		TOTAL GENERAL	7 247 744 706 030	5 141 884 000 000	6 700 256 196 308	5 755 358 508 000	-547 488 509 722	-7,6
								613 474 508 000
								11,9

ANNEXE III. - TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (section)	Programme	Catégorie dépense	Budget			Source de financement			Catégories de dépense		
			Ressources Internes et ressources externes			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	ECART
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commises)	1 Charges financières de la dette	424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	36,3	153 948 618 000	36,3	
	Total Prog. 0001	424 325 000 000	424 325 000 000	578 273 618 000	578 273 618 000	153 948 618 000	36,3	153 948 618 000	36,3		
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	12 354 292 000	12 354 292 000	18 574 365 000	18 574 365 000	6 220 073 000	50,3	6 220 073 000	50,3	
		3 Acquisition de biens et services	8 759 615 944	8 759 615 944	8 609 515 944	8 609 515 944	*150 000 000	+1,7	*150 000 000	+1,7	
		4 Transferts courants	37 726 780 317	37 726 780 317	39 146 193 854	39 148 193 854	1 421 413 337	3,8	1 421 413 337	3,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	614 077 501	614 077 501	3 070 000 000	3 070 000 000	2 495 922 499	399,9	2 495 922 499	399,9	
		6 Transferts en capital	11 727 643 646	11 727 643 646	10 227 643 646	10 227 643 646	*1 500 000 000	-12,8	*1 500 000 000	-12,8	
	Total Prog. 0002	71 182 309 408	71 182 309 408	79 629 718 244	79 629 718 244	8 447 408 836	11,9	8 447 408 836	11,9		
3001 Frais de contrôle des entreprises publiques		2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 3001	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	
22 Assemblée Nationale		4 Transferts courants	19 158 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	1 600 000 000	1 600 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-600 000 000	-37,5	-600 000 000	-37,5	
	Total Prog. 0003	20 758 015 137	20 758 015 137	20 158 015 137	20 158 015 137	-600 000 000	-2,9	-600 000 000	-2,9		
	Total Section 22	20 758 015 137	20 758 015 137	20 158 015 137	20 158 015 137	-600 000 000	-2,9	-600 000 000	-2,9		
24 Conseil Economique, Social et Environnemental	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	
	Total Prog. 0005	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0		
	Total Section 24	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0		
26 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	544 028 000	544 028 000	505 705 000	505 705 000	-38 323 000	-7,0	-38 323 000	-7,0	
		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	650 000 000	100,3	650 000 000	100,3	
	Total Prog. 0006	1 144 028 000	1 144 028 000	1 765 705 000	1 765 705 000	611 677 000	63,8	611 677 000	63,8		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Ressources internes et ressources externes			Source de financement			Catégories de dépense		
				Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Écart		
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	AE	CP	VAL ABS
25 Conseil Constitutionnel	Total Section 25			1 144 028 000	1 144 028 000	1 755 705 000	1 755 705 000	611 677 000	53,5	611 677 000	53,5	611 677 000
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême		2 Dépenses de personnel	1 415 088 622	1 415 088 622	2 141 504 000	2 141 504 000	726 415 378	51,3	726 415 378	51,3	726 415 378
			4 Transferts courants	1 900 000 000	1 900 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	700 000 000	36,8	700 000 000	36,8	700 000 000
			5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	2 238 121 379	400 000 000	2 238 121 379	0	400 000 000	0	400 000 000
	Total Prog. 0007		3 315 088 622	3 315 088 622	6 979 625 378	5 141 504 000	3 664 536 757	110,5	1 826 415 378	55,1	1 826 415 378	55,1
28 Cour des Comptes	Total Section 27		3 315 088 622	3 315 088 622	6 979 625 378	5 141 504 000	3 664 536 757	110,5	1 826 415 378	55,1	1 826 415 378	55,1
			2 Dépenses de personnel	2 631 755 084	2 631 755 084	2 946 623 000	2 946 623 000	314 867 916	12,0	314 867 916	12,0	314 867 916
			4 Transferts courants	6 968 453 695	6 968 453 695	9 752 650 000	9 752 650 000	2 784 196 305	40,0	2 784 196 305	40,0	2 784 196 305
			6 Transferts en capital	930 772 796	930 772 796	500 000 000	500 000 000	-430 772 796	-46,3	-430 772 796	-46,3	-430 772 796
	Total Prog. 0008		10 530 981 575	10 530 981 575	13 199 273 000	13 199 273 000	2 668 291 425	25,3	2 668 291 425	25,3	2 668 291 425	25,3
	Total Section 28		10 530 981 575	10 530 981 575	13 199 273 000	13 199 273 000	2 668 291 425	25,3	2 668 291 425	25,3	2 668 291 425	25,3
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales		4 Transferts courants	7 560 000 000	7 560 000 000	7 810 000 000	7 810 000 000	250 000 000	3,3	250 000 000	3,3	250 000 000
			6 Transferts en capital	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	-1 600 000 000	-100	-1 600 000 000	-100	-1 600 000 000
	Total Prog. 0013		9 160 000 000	9 160 000 000	7 810 000 000	7 810 000 000	-1 350 000 000	-14,7	-1 350 000 000	-14,7	-1 350 000 000	-14,7
	Total Section 29		9 160 000 000	9 160 000 000	7 810 000 000	7 810 000 000	-1 350 000 000	-14,7	-1 350 000 000	-14,7	-1 350 000 000	-14,7
30 Primature	0009 Primature		2 Dépenses de personnel	3 416 590 000	3 416 590 000	5 433 773 204	5 433 773 204	2 017 183 204	59,0	2 017 183 204	59,0	2 017 183 204
			3 Acquisition de biens et services	4 171 138 296	4 171 138 296	7 069 549 156	7 069 549 156	2 898 410 860	69,5	2 898 410 860	69,5	2 898 410 860
			4 Transferts courants	7 587 924 496	7 587 924 496	4 570 000 000	4 570 000 000	-3 017 924 496	-39,8	-3 017 924 496	-39,8	-3 017 924 496
			5 Investissements exécutés par l'Etat	5 003 671 077	5 003 671 077	5 150 000 000	5 150 000 000	146 328 923	2,9	146 328 923	2,9	146 328 923
			6 Transferts en capital	9 272 596 366	9 272 596 366	3 500 000 000	3 500 000 000	-5 772 596 366	-62,3	-5 772 596 366	-62,3	-5 772 596 366
	Total Prog. 0009		29 451 920 235	29 451 920 235	25 723 322 360	25 723 322 360	-3 728 597 875	-12,7	-3 728 597 875	-12,7	-3 728 597 875	-12,7
	Total Section 30		29 451 920 235	29 451 920 235	25 723 322 360	25 723 322 360	-3 728 597 875	-12,7	-3 728 597 875	-12,7	-3 728 597 875	-12,7

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement		
			AE		CP	AE		CP	VAL ANS	%	VAL ABS
			AE	CP	AE	CP	VAL ANS	CP	VAL ABS	%	CP
Catégories de dépense											
									1-2-3-4-5-6		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exterior	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 136 830 928	1 136 830 928	2 108 956 488	2 108 956 488	972 125 560	85,5	972 125 560	85,5	
		3 Acquisition de biens et services	11 271 098 078	11 271 098 078	12 269 631 056	12 269 631 056	988 531 978	8,9	988 531 978	8,9	
		4 Transferts courants	1 273 814 000	1 273 814 000	1 373 814 000	1 373 814 000	100 000 000	7,9	100 000 000	7,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	0	3 100 000 000	0	
		6 Transferts en capital	1 720 000 000	1 720 000 000	300 000 000	300 000 000	-1 420 000 000	-82,6	-1 420 000 000	-82,6	
		Total Prog. 1001	15 401 744 006	15 401 744 006	19 152 401 544	19 152 401 544	3 750 657 538	24,4	3 750 657 538	24,4	
		2 Dépenses de personnel	24 906 725 217	24 906 725 217	24 775 067 217	24 775 067 217	-131 658 000	-0,5	-131 658 000	-0,5	
		3 Acquisition de biens et services	24 048 873 937	24 048 873 937	24 348 873 937	24 348 873 937	300 000 000	1,2	300 000 000	1,2	
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 976 549 950	2 976 549 950	500 000 000	20,2	500 000 000	20,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 519 233 352	2 519 233 352	2 119 233 352	2 119 233 352	-400 000 000	-15,9	-400 000 000	-15,9	
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	0	0	-800 000 000	-100	-800 000 000	-100	
		Total Prog. 2001	64 551 382 456	64 551 382 456	64 219 724 456	64 219 724 456	-331 658 000	-0,6	-331 658 000	-0,6	
2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	2 588 000	25 889 000	89 413 000	89 413 000	63 524 000	245,4	63 524 000	245,4		
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	62 346 142	62 346 142	0	0	0	0	
		Total Prog. 2002	88 235 142	88 235 142	151 759 142	151 759 142	63 524 000	72,0	63 524 000	72,0	
		2 Dépenses de personnel	204 395 000	204 395 000	436 274 000	436 274 000	231 879 000	113,4	231 879 000	113,4	
		3 Acquisition de biens et services	170 933 792	170 933 792	920 933 792	920 933 792	750 000 000	438,8	750 000 000	438,8	
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	240 000 000	240 000 000	260 000 000	260 000 000	-20 000 000	8,3	20 000 000	8,3	
		6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2003	2 316 328 792	2 316 328 792	3 317 207 792	3 317 207 792	1 001 879 000	43,3	1 001 879 000	43,3	
		Total Section 31	72 366 690 396	72 366 690 396	76 841 092 934	76 841 092 934	4 484 402 538	6,2	4 484 402 538	6,2	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources inscrits LF/2023		Source de financement		Catégories de dépense	
			Crédits inscrits LF/2023		Projet LF/2024 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 043 635 000	5 043 635 000	6 011 212 000	6 011 212 000	967 577 000	19,2	967 577 000	19,2
	3 Acquisition de biens et services	3 493 488 677	3 493 488 677	4 110 500 224	4 110 500 224	6 17 011 547	17,7	6 17 011 547	17,7	
	4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000	4 268 480 000	4 268 480 000	768 480 000	22,0	768 480 000	22,0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 200 000 000	1 200 000 000	2 332 500 000	2 332 500 000	1 132 500 000	94,4	1 132 500 000	94,4	
	6 Transferts en capital	7 939 000 000	7 939 000 000	6 272 500 000	6 272 500 000	1 666 500 000	-21,0	1 666 500 000	-21,0	
	Total Prog. 1002	21 176 123 677	21 176 123 677	22 995 192 224	22 995 192 224	1 819 068 547	8,6	1 819 068 547	8,6	
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	98 533 638 560	98 533 638 560	136 900 502 828	136 900 502 828	38 366 864 268	38,9	38 366 864 268	38,9
	3 Acquisition de biens et services	36 404 094 985	36 404 094 985	38 394 594 985	38 394 594 985	1 990 500 000	5,5	1 990 500 000	5,5	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	73 677 676 512	73 677 676 512	15 867 000 000	15 867 000 000	-57 810 676 512	-78,5	-1 240 222 594	-7,2	
	6 Transferts en capital	5 500 000 000	5 500 000 000	0	0	-5 500 000 000	-100	-5 500 000 000	-100	
2008 Sureté publique et maintien de l'ordre	Total Prog. 2005	214 115 410 057	214 115 410 057	191 162 097 813	191 162 097 813	-22 953 312 244	-10,7	33 617 141 674	15,7	
	2 Dépenses de personnel	65 069 874 288	65 069 874 288	69 269 116 000	69 269 116 000	4 199 241 712	6,5	4 199 241 712	6,5	
	3 Acquisition de biens et services	16 633 214 639	16 633 214 639	16 733 214 639	16 733 214 639	100 000 000	0,6	100 000 000	0,6	
	4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 863 180 102	4 863 180 102	13 223 062 050	11 894 232 152	8 359 871 948	171,9	7 031 052 050	144,6	
	6 Transferts en capital	191 309 237 678	6 848 621 000	0	0	-191 309 237 678	-100	-6 848 621 000	-100	
	Total Prog. 2008	277 935 506 707	277 935 506 707	99 285 382 688	97 956 562 791	-178 650 124 018	-64,3	4 481 672 762	1,6	
	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 3002	513 377 040 441	272 345 969 845	313 592 672 726	312 263 852 828	-199 784 367 715	-38,9	39 917 882 983	14,7	
	Total Section 32	1 003 Pilotage, Coordonniation et Gestion administrative	1 221 341 000	2 644 303 992	1 422 962 992	116,5	1 422 962 992	116,5		
33 Ministère de l'Intérieur	3 Acquisition de biens et services	2 114 843 809	2 114 843 809	2 636 761 618	2 636 761 618	521 917 809	24,7	521 917 809	24,7	

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Ressources internes et ressources externes			Catégories de dépense		
			Crédits Inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits Inscrits			ÉCART			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 067 502 447	2 067 502 447	1 467 102 447	1 467 102 447	-600 400 000	-29,0	-600 400 000	-29,0	-	-	-	-
	Total Prog. 1003	5 403 687 256	6 403 687 256	6 748 168 057	6 748 168 057	1 344 480 801	24,9	1 344 480 801	24,9	-5 292 959 237	-7,6	-5 292 959 237	-7,6	
2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	69 645 397 007	69 645 397 007	64 352 437 770	64 352 437 770	890 832 790	10	890 832 790	10	-	-	-	-	
	3 Acquisition de biens et services	8 935 301 688	8 935 301 688	9 826 134 478	9 826 134 478	4 976 800 000	31,5	4 976 800 000	31,5	-	-	-	-	
	4 Transferts courants	15 799 419 060	15 799 419 060	20 776 219 060	20 776 219 060	-100 000 000	-3,0	-100 000 000	-3,0	-	-	-	-	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	41 091 424 265	5 952 454 598	48 957 926 352	16 949 461 152	7 866 502 087	19,1	7 866 502 087	19,1	10 997 006 554	184,7	-	-	
	6 Transferts en capital	3 350 000 000	3 350 000 000	3 250 000 000	3 250 000 000	-	-	-	-	-100 000 000	-3,0	-	-	
	Total Prog. 2009	138 821 542 020	138 821 542 020	147 162 717 660	115 154 232 460	8 341 175 640	6,0	8 341 175 640	6,0	11 471 680 107	8,3	-	-	
2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	30 818 304 000	30 818 304 000	30 465 347 776	30 465 347 776	-352 956 224	-1,1	-352 956 224	-1,1	-	-	-	-	
	3 Acquisition de biens et services	3 518 174 414	3 518 174 414	3 782 174 414	3 782 174 414	264 000 000	7,5	264 000 000	7,5	-	-	-	-	
	4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	320 000 000	17,6	320 000 000	17,6	-	-	-	-	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	97 699 039 666	5 600 000 000	5 025 333 333	5 025 333 333	-92 673 706 333	-94,9	-92 673 706 333	-94,9	-574 666 667	-10,3	-	-	
	6 Transferts en capital	3 759 506 000	974 000 000	0	0	-3 759 506 000	-100	-3 759 506 000	-100	-	-	-	-	
	Total Prog. 2010	137 615 024 080	137 615 024 080	41 412 855 523	41 412 855 523	-96 202 168 557	-69,9	-96 202 168 557	-69,9	-1 317 622 891	-1	-	-	
2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	5 972 915 000	5 972 915 000	6 071 325 000	6 071 325 000	98 410 000	1,6	98 410 000	1,6	98 410 000	1,6	-	-	
	3 Acquisition de biens et services	2 466 054 847	2 466 054 847	2 551 054 847	2 551 054 847	85 000 000	3,4	85 000 000	3,4	-	-	-	-	
	4 Transferts courants	9 058 200 000	9 058 200 000	9 100 000 000	9 100 000 000	41 800 000	0,5	41 800 000	0,5	-41 800 000	0,5	-	-	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	700 000 000	700 000 000	400 000 000	133,3	400 000 000	133,3	-	-	-	-	
	Total Prog. 2011	17 797 169 847	17 797 169 847	18 422 379 847	18 422 379 847	625 210 000	3,5	625 210 000	3,5	-	-	-	-	
2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	201 097 000	201 097 000	304 229 200	304 229 200	103 132 200	51,3	103 132 200	51,3	-	-	-	-	
	3 Acquisition de biens et services	3 899 525 456	3 899 525 456	6 620 000 000	6 620 000 000	2 720 474 544	69,8	2 720 474 544	69,8	-	-	-	-	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement			Catégories de dépense		
			Ressources inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	AE	CP
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	3 894 000 000	3 894 000 000	1 600 000 000	69,7	1 600 000 000	69,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	657 957 000	80 322 000	0	0	-657 957 000	-100	-80 322 000	-100
		6 Transferts en capital	3 817 700 000	3 817 700 000	12 327 000 000	4 109 000 000	8 509 300 000	222,9	291 300 000	7,6
	Total Prog. 2012	10 870 279 456	10 870 279 456	23 145 229 200	14 927 229 200	12 274 949 744	112,9	4 634 584 744	42,6	
3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	0
	Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0
3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0	0
	Total Prog. 3010	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	0	0
	Total Section 33	310 847 702 659	180 246 552 326	237 231 350 287	197 004 855 087	-73 616 352 372	-23,7	16 758 332 761	9,3	
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordonnaison, et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 314 501 716	1 314 501 716	5 874 793 240	5 874 793 240	4 560 291 524	346,9	4 560 291 524	346,9
		3 Acquisition de biens et services	1 134 377 592	1 134 377 592	991 877 592	991 877 592	-142 500 000	-12,6	-142 500 000	-12,6
		4 Transferts courants	8 970 000 000	8 970 000 000	8 570 000 000	8 570 000 000	-400 000 000	-4,5	-400 000 000	-4,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	171 082 477	171 082 477	250 000 000	250 000 000	78 917 523	46,1	78 917 523	46,1
		6 Transferts en capital	25 200 000 000	25 200 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	-200 000 000	-0,8	-200 000 000	-0,8
	Total Prog. 1004	36 789 961 785	36 789 961 785	40 686 670 832	40 686 670 832	3 896 709 047	10,6	3 896 709 047	10,6	
2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 673 201 000	12 673 201 000	15 945 405 000	15 945 405 000	3 272 204 000	25,8	3 272 204 000	25,8	
		3 Acquisition de biens et services	2 333 852 051	2 333 852 051	3 699 352 051	3 699 352 051	1 365 500 000	58,5	1 365 500 000	58,5
		4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	340 000 000	32,1	340 000 000	32,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	558 999 816	558 999 816	2 467 000 000	2 467 000 000	1 908 000 184	341,3	1 908 000 184	341,3
	Total Prog. 2014	16 626 052 867	16 626 052 867	23 511 757 051	23 511 757 051	6 885 704 184	41,4	6 885 704 184	41,4	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023				Source de financement			
				Ressources internes et ressources externes				Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%
Catégories de dépense											
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 414 980 000	1 414 980 000	1 923 135 000	1 923 135 000	508 155 000	35,9	508 155 000	35,9	
		3 Acquisition de biens et services	1 562 793 548	1 562 793 548	2 180 705 798	2 180 705 798	617 912 250	39,5	617 912 250	39,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	
	Total Prog. 2015	2 977 773 548	2 977 773 548	4 603 840 798	4 603 840 798	1 626 067 250	54,6	1 626 067 250	54,6		
2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	8 550 846 600	8 550 846 600	12 075 293 808	12 075 293 808	3 524 447 208	41,2	3 524 447 208	41,2		
	3 Acquisition de biens et services	5 630 695 995	5 630 695 995	7 072 299 995	7 072 299 995	1 441 604 000	25,6	1 441 604 000	25,6		
	4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	900 000 000	900 000 000	400 000 000	80	400 000 000	80		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	8 000 000 000	4 200 000 000	3 205 000 000	1 945 000 000	-4 795 000 000	-59,9	-2 265 000 000	-53,7		
	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Total Prog. 2016	22 681 542 595	22 681 542 595	23 252 693 803	21 992 553 803	571 051 208	2,5	3 111 051 208	13,7		
2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	221 429 000	221 429 000	283 661 000	283 661 000	62 232 000	28,1	62 232 000	28,1		
	3 Acquisition de biens et services	665 913 407	665 913 407	665 913 407	665 913 407	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	230 000 000	230 000 000	230 000 000	230 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	186 825 531	186 825 531	186 825 531	186 825 531	0	0	0	0		
	Total Prog. 2100	1 304 167 938	1 304 167 938	1 366 399 938	1 366 399 938	62 232 000	4,8	62 232 000	4,8		
3011 Compte de Commerce Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 3011	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0		
	Total Section 34	80 579 498 733	76 779 498 733	93 621 262 422	92 361 262 422	13 041 763 689	16,2	15 581 763 689	20,3		
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	2 Dépenses de personnel	864 330 476	864 330 476	1 701 549 520	1 701 549 520	837 219 044	96,9	837 219 044	96,9		
	3 Acquisition de biens et services	485 253 375	485 253 375	796 467 715	796 467 715	311 214 340	64,1	311 214 340	64,1		
	4 Transferts courants	400 000 000	400 000 000	0	0	-400 000 000	-100	-400 000 000	-100		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 779 732 012	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-1 779 732 012	-64,0	500 000 000	100		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Source de financement			Catégories de dépense		
				Ressources Internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
				Crédits inscrits LFI 2023	Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		AE	CP	AE
				AE	CP	AE	VAL ABS	%	VAL ABS
				Total Prog. 1006	4 529 315 863	3 498 017 235	3 498 017 235	-1 031 298 628	-22,8
									1 248 433 384
									27,6
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	1005 Pilotage, Coordonniation et Gestion administrative	Total Prog. 1006	2 Dépenses de personnel	858 151 000	858 151 000	1 129 538 000	1 129 538 000	271 387 000	31,6
			3 Acquisition de biens et services	662 848 718	662 848 718	872 848 680	872 848 680	209 999 962	31,7
			4 Transferts courants	595 000 000	595 000 000	595 000 000	595 000 000	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	565 139 600	565 139 600	545 139 600	545 139 600	-20 000 000	-3,5
		Total Prog. 2017	2 681 139 318	2 681 139 318	3 142 526 280	3 142 526 280	461 386 962	17,2	461 386 962
			2 Dépenses de personnel	113 051 000	113 051 000	175 652 000	175 652 000	62 601 000	55,4
			3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	254 070 281	254 070 281	0	0
			5 Investissements exécutés par l'Etat	2 103 121 112	1 073 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	-1 003 121 112	-47,7
		Total Prog. 2018	2 470 242 393	2 470 242 393	1 529 722 281	1 529 722 281	-340 520 112	-38,1	89 601 000
		Total Section 35	9 680 697 574	6 370 844 450	8 170 265 796	8 170 265 796	-1 510 431 778	-15,6	1 799 421 346
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordonniation et Gestion administrative		2 Dépenses de personnel	320 437 096	320 437 096	638 986 752	638 986 752	318 549 656	99,4
			3 Acquisition de biens et services	908 262 166	908 262 166	974 262 166	974 262 166	66 000 000	7,3
			5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0
		Total Prog. 1006	1 728 699 262	1 728 699 262	2 113 248 918	2 113 248 918	384 549 656	22,2	384 549 656
			2 Dépenses de personnel	695 776 324	695 776 324	1 300 495 884	1 300 495 884	604 719 560	86,9
			3 Acquisition de biens et services	1 218 441 956	1 218 441 956	1 342 441 956	1 342 441 956	124 000 000	10,2
			4 Transferts courants	1 250 000 000	1 250 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	-100 000 000	-8
			5 Investissements exécutés par l'Etat	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0
		Total Prog. 2019	3 614 218 280	3 614 218 280	4 242 937 840	4 242 937 840	628 719 560	17,4	628 719 560
			2 Dépenses de personnel	53 462 000	53 462 000	90 961 160	90 961 160	37 499 160	70,1
			2 07 Protection sociale des travailleurs						70,1

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor						Source de financement			Catégories de dépense		
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART					
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	2107 Protection sociale et des travailleurs	3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	272 599 492	272 599 492	130 000 000	91,2	130 000 000	91,2				
		4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	50 000 000	25	50 000 000	25				
	Total Prog. 2107		496 061 492	496 061 492	713 560 652	713 560 652	217 499 160	43,8	217 499 160	43,8				
	Total Section 37		5 838 979 034	5 838 979 034	7 069 747 410	7 069 747 410	1 230 768 376	21,1	1 230 768 376	21,1				
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	518 422 684	518 422 684	845 655 660	845 655 660	327 232 976	63,1	327 232 976	63,1				
		3 Acquisition de biens et services	336 480 162	336 480 162	153 671 198	153 671 198	-182 808 963	-54,3	-182 808 963	-54,3				
		4 Transferts courants	655 000 000	655 000 000	1 176 425 172	1 176 425 172	521 425 172	79,6	521 425 172	79,6				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	718 000 000	718 000 000	718 000 000	718 000 000	0	0	0	0				
	Total Prog. 1008		2 227 902 846	2 227 902 846	2 893 752 031	2 893 752 031	665 849 185	29,9	665 849 185	29,9				
2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	932 026 000	932 026 000	1 513 091 858	1 513 091 858	581 065 859	62,3	581 065 859	62,3					
		3 Acquisition de biens et services	459 684 887	459 684 887	459 684 887	459 684 887	0	0	0	0				
		4 Transferts courants	2 094 512 000	2 094 512 000	2 374 512 000	2 374 512 000	280 000 000	13,4	280 000 000	13,4				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	28 150 000 000	3 650 000 000	20 004 533 925	11 395 954 082	-8 145 486 075	-28,9	7 745 954 082	212,2				
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	2 500 000 000	125	2 500 000 000	125				
	Total Prog. 2023		33 636 222 887	33 636 222 887	28 851 822 671	20 243 242 828	-4 784 400 216	-14,2	11 107 019 941	33,0				
2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	31 177 000	31 177 000	58 056 124	58 056 124	26 879 124	86,2	26 879 124	86,2					
		3 Acquisition de biens et services	50 754 226	50 754 226	47 702 860	47 702 860	-3 051 366	-6,0	-3 051 366	-6,0				
		4 Transferts courants	7 777 939 303	7 777 939 303	7 777 939 303	7 777 939 303	0	0	0	0				
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	6 352 450 282	951 567 230	5 852 450 282	117,0	451 567 230	90,3				
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 000 000 000	400	1 000 000 000	400				
	Total Prog. 2024		8 609 870 526	8 609 870 526	15 486 148 566	10 085 265 514	6 876 278 040	79,9	1 475 394 988	17,1				

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Catégories de dépense		
			Crédits Inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits Inscrits			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	AE	CP	%	VAL ABS	%	VAL ABS
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	545 000 000	545 000 000	610 000 000	610 000 000	65 000 000	11,9	65 000 000	11,9	
	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	551 000 000	551 000 000	401 000 000	267,3	401 000 000	267,3		
	4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	900 000 000	900 000 000	510 000 000	130,8	510 000 000	130,8		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	415 000 000	415 000 000	1 439 000 000	1 439 000 000	1 024 000 000	246,7	1 024 000 000	246,7		
	Total Prog. 3004	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	2 090 000 000	133,3	2 090 000 000	133,3		
	Total Section 40	45 973 996 259	21 473 996 259	50 731 723 268	36 722 260 373	4 757 727 009	10,3	15 248 264 114	71,0		
	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	520 923 584	520 923 584	713 668 000	713 668 000	192 744 416	37,0	192 744 416	37,0	
	3 Acquisition de biens et services	687 826 306	687 826 306	539 826 306	539 826 306	-148 000 000	-21,5	-148 000 000	-21,5		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	513 000 000	513 000 000	648 784 000	648 784 000	135 784 000	26,5	135 784 000	26,5		
	Total Prog. 1009	1 721 749 890	1 721 749 890	1 902 278 306	1 902 278 306	180 528 416	10,5	180 528 416	10,5		
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Développement	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	114 415 000	114 415 000	444 031 000	444 031 000	329 616 000	288,1	329 616 000	288,1	
	3 Acquisition de biens et services	114 772 736	114 772 736	354 772 736	354 772 736	240 000 000	209,1	240 000 000	209,1		
	4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	1 239 999 973	1 239 999 973	1 049 999 973	552,6	1 049 999 973	552,6		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	324 963 897 454	87 011 505 906	244 821 770 455	75 214 410 060	-80 142 126 999	-24,7	-11 797 095 846	-13,6		
	6 Transferts en capital	94 388 975 110	94 388 975 110	146 772 925 103	116 017 957 739	52 383 949 993	55,5	21 628 932 629	22,9		
	Total Prog. 2027	419 772 060 300	419 772 060 300	393 633 499 267	193 271 171 508	-26 138 561 033	-6,2	11 451 502 756	2,7		
	3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	39 911 320	39 911 320	24 939 830	166,6	24 939 830	166,6		
	4 Transferts courants	23 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	253 350 000 000	20 350 000 000	19 400 128 996	9 400 128 996	-233 949 871 004	-92,3	-10 949 871 004	-53,8		
	6 Transferts en capital	18 250 000 000	18 250 000 000	23 000 000 000	23 000 000 000	4 750 000 000	26,0	4 750 000 000	26,0		
	Total Prog. 2028	295 414 971 490	295 414 971 490	66 240 040 316	66 240 040 316	-229 174 931 174	-77,6	-6 174 931 174	-2,1		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			ÉCART				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Développement	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	227 477 000	227 477 000	713 592 000	713 592 000	486 115 000	213,7	486 115 000	213,7			
		3 Acquisition de biens et services	141 004 263	141 004 263	201 004 263	201 004 263	60 000 000	42,6	60 000 000	42,6			
		4 Transferts courants	12 300 000 000	12 300 000 000	12 300 000 000	12 300 000 000	0	0	0	0			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	194 001 250 960	17 605 452 835	79 755 947 516	11 574 626 932	-114 241 303 444	-58,9	-6 030 825 903	-34,3			
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	5 500 000 000	366,7	5 500 000 000	366,7			
	Total Prog. 2029		208 169 732 223	208 169 732 223	99 971 543 779	31 789 223 195	-108 195 188 444	-52,0	15 289 097 0	15 289 097 0			
	Total Section 41		925 078 513 903	277 730 324 230	561 756 361 668	283 202 713 325	-363 328 152 235	-39,3	5 472 389 095 2,0	5 472 389 095 2,0			
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 027 924 516	1 027 924 516	938 836 640	939 836 640	-88 087 876	-8,6	-88 087 876	-8,6			
		3 Acquisition de biens et services	764 496 438	764 496 438	986 496 439	989 496 439	225 000 000	29,4	225 000 000	29,4			
		4 Transferts courants	3 100 000 000	3 100 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-1 100 000 000	-35,5	-1 100 000 000	-35,5			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0	0	0			
	Total Prog. 1010		5 247 420 955	5 247 420 955	4 284 333 079	4 284 333 079	-963 087 876	-18,4	-963 087 876	-18,4			
	2030 Sécurisation de la base productif et dével des infrastr rural	2 Dépenses de personnel	85 629 000	85 629 000	150 296 440	150 296 440	64 667 440	75,5	64 667 440	75,5			
		3 Acquisition de biens et services	40 848 455	40 848 455	40 848 455	40 848 455	0	0	0	0			
		4 Transferts courants	8 235 038 148	8 235 038 148	7 485 038 148	7 485 038 148	-750 000 000	-9,1	-750 000 000	-9,1			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 140 340 218	33 936 500 568	34 849 272 418	23 196 849 453	-33 291 067 800	-48,9	-10 739 651 115	-31,6			
		6 Transferts en capital	1 800 000 000	1 800 000 000	12 359 000 000	12 359 000 000	10 559 000 000	586,6	10 559 000 000	586,6			
	Total Prog. 2030		78 301 855 821	54 884 455 461	43 232 032 496	-23 477 400 360	-29,9	-865 983 675	-1,1				
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pcts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 624 612 000	1 624 612 000	2 527 785 460	903 173 460	55,6	903 173 460	55,6				
		3 Acquisition de biens et services	683 463 093	683 463 093	683 463 093	683 463 093	0	0	0	0			
		4 Transferts courants	30 103 000 000	30 103 000 000	4 513 000 000	4 513 000 000	-25 590 000 000	-85,0	-25 590 000 000	-85,0			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024**TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE**

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			AE		CP	AE		CP	VAL ABS	%	VAL ABS		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS		
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	2031 Augmentation de la product et valorisa des petits agriculteurs	5 Investissements exécutés par l'Etat	61 764 713 574	38 043 223 574	21 676 958 117	21 676 958 117	-40 087 815 457	-64,9	-16 366 265 457	-43,0			
	6 Transferts en capital	81 812 512 148	58 960 000 000	121 858 250 000	121 858 250 000	40 045 737 852	48,9	62 858 250 000	106,7				
	Total Prog. 2031	175 988 360 815	175 988 360 815	151 259 456 670	151 259 456 670	-24 728 904 145	-14,1	21 845 158 003	12,4				
2033 Accompagnement à la production: Fin, Reich, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	365 162 000	365 162 000	560 465 296	560 465 296	195 303 296	53,5	195 303 296	53,5				
	3 Acquisition de biens et services	181 092 787	181 092 787	181 092 787	181 092 787	0	0	0	0				
	4 Transferts courants	8 324 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	0	0	0	0				
	Total Prog. 2033	8 870 897 987	8 870 897 987	9 066 201 283	9 066 201 283	195 303 296	2,2	195 303 296	2,2				
	Total Section 42	268 408 555 578	187 630 633 780	219 494 446 493	207 842 023 528	-48 914 089 085	-18,2	20 211 389 748	10,8				
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 990 397 976	3 990 397 976	4 470 278 534	4 470 278 534	479 880 556	12,0	479 880 556	12,0			
	3 Acquisition de biens et services	3 429 237 659	3 429 267 659	3 886 129 330	3 886 129 330	4 566 861 671	13,3	4 566 861 671	13,3				
	4 Transferts courants	4 157 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	0	0	0	0				
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 438 893 713	1 438 893 713	3 265 164 555	3 265 164 555	1 826 270 842	126,9	1 826 270 842	126,9				
	6 Transferts en capital	6 500 000 000	6 500 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	-4 400 000 000	-67,7	-4 400 000 000	-67,7				
	Total Prog. 1011	19 516 416 613	19 516 416 613	17 879 429 684	17 879 429 684	-1 636 986 929	-8,4	-1 636 986 929	-8,4				
2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	13 356 225 600	13 356 225 600	16 485 190 480	16 485 190 480	3 128 964 880	23,4	3 128 964 880	23,4				
	3 Acquisition de biens et services	2 059 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	0	0	0	0				
	4 Transferts courants	5 040 000 000	5 040 000 000	5 051 451 316	5 051 451 316	11 451 316	0,2	11 451 316	0,2				
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 350 000 000	1 350 000 000	15 480 819 540	15 480 819 540	3 499 105 000	14 130 819 540	1046,7	2 149 105 000	159,2			
	6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0				
	Total Prog. 2032	46 806 066 584	46 806 066 584	64 077 332 320	62 095 617 780	17 271 235 736	36,9	6 289 521 196	11,3				
2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	3 149 346 520	3 149 346 520	3 694 892 042	3 694 892 042	545 545 522	17,3	545 545 522	17,3				
	3 Acquisition de biens et services	3 733 014 721	3 733 014 721	3 773 371 166	3 773 371 166	40 356 445	1,1	40 356 445	1,1				

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART		CP	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%				
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	4 Transferts courants	23 820 722 000	23 820 722 000	242 400 000	242 400 000	-23 578 322 000	-99,0	-23 578 322 000	-99,0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 685 121 153	2 685 121 153	5 454 216 265	3 223 962 465	2 769 095 112	103,1	538 841 312	20,1			
	6 Transferts en capital	38 129 044 853	38 129 044 853	69 807 474 790	69 807 474 790	31 678 429 937	83,1	31 678 429 937	83,1			
	Total Prog. 2035	71 517 249 247	71 517 249 247	82 972 354 263	80 742 100 463	11 455 105 016	16,0	9 224 851 216	12,9			
	2 Dépenses de personnel	5 260 979 000	5 260 979 000	5 771 489 006	5 771 489 006	5 10 510 006	9,7	510 510 006	9,7			
	3 Acquisition de biens et services	1 774 605 759	1 774 605 759	2 034 605 759	2 034 605 759	260 000 000	14,7	260 000 000	14,7			
	4 Transferts courants	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 047 905 931	4 297 905 931	2 907 905 931	2 907 905 931	-2 140 000 000	-42,4	-1 390 000 000	-32,3			
	Total Prog. 2036	12 120 490 690	12 120 490 690	10 751 000 696	10 751 000 696	-1 369 483 934	-11,3	-619 489 994	-5,1			
	2 Dépenses de personnel	7 348 198 975	7 348 198 975	8 410 130 003	8 410 130 003	1 061 931 028	14,5	1 061 931 028	14,5			
	3 Acquisition de biens et services	1 887 378 502	1 887 378 502	1 917 378 502	1 917 378 502	30 000 000	1,6	30 000 000	1,6			
	4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	28 849 958 971	12 950 442 721	32 676 617 612	26 917 071 612	3 826 658 641	13,3	13 966 634 891	107,3			
	6 Transferts en capital	4 322 000 000	4 322 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-3 122 000 000	-72,2	-3 122 000 000	-72,2			
	Total Prog. 2037	42 459 306 448	42 459 306 448	44 255 896 117	38 496 356 117	1 736 589 669	4,2	11 936 565 919	28,1			
	2 Dépenses de personnel	366 446 000	366 446 000	436 373 424	436 373 424	69 927 424	19,1	69 927 424	19,1			
	3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0	0	0			
	4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	2 508 119 000	2 508 119 000	1 125 000 000	81,3	1 125 000 000	81,3			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	354 618 455	12 558 964 455	1 855 618 455	12 204 346 000	3441,5	1 501 000 000	423,3				
	6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0			
	Total Prog. 2038	3 007 078 935	3 007 078 935	16 406 352 359	5 703 006 359	13 399 273 424	445,6	2 695 927 424	89,7			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Créatis inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Ecart		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Source de financement		AE		CP
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS
43 Ministère des Finances et du Budget	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	134 340 000 000	134 340 000 000	168 473 390 000	168 473 390 000	34 133 390 000	25,4	34 133 390 000	25,4	
	Total Prog. 3005	134 340 000 000	134 340 000 000	168 473 390 000	168 473 390 000	34 133 390 000	25,4	34 133 390 000	25,4		
3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat		21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	0
	Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0		
3007 Gestion des Garanties et avais	5 Investissements exécutés par l'Etat		500 000 000	500 000 000	4 373 500 000	4 373 500 000	3 873 500 000	774,7	3 873 500 000	774,7	
	Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	4 373 500 000	4 373 500 000	3 873 500 000	774,7	3 873 500 000	774,7		
3008 Fonds intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat		5 155 000 000	5 155 000 000	7 165 000 000	7 165 000 000	2 010 000 000	39,0	2 010 000 000	39,0	
	Total Prog. 3008	5 155 000 000	5 155 000 000	7 165 000 000	7 165 000 000	2 010 000 000	39,0	2 010 000 000	39,0		
3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants		12 695 000 000	12 695 000 000	15 203 000 000	15 203 000 000	2 508 000 000	19,8	2 508 000 000	19,8	
	Total Prog. 3009	12 695 000 000	12 695 000 000	15 203 000 000	15 203 000 000	2 508 000 000	19,8	2 508 000 000	19,8		
Total Section 43	369 666 638 517	353 017 122 267	453 107 255 439	422 432 401 099	83 440 616 922	22,6	69 415 278 832	19,7			
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2 Dépenses de personnel		451 451 756	451 451 756	600 377 784	600 377 784	148 926 028	33,0	148 926 028	33,0	
	3 Acquisition de biens et services		520 180 854	520 180 854	506 260 882	506 260 882	-13 919 972	-2,7	-13 919 972	-2,7	
	4 Transferts courants		450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 1012	1 421 632 610	1 421 632 610	1 556 638 666	1 556 638 666	135 006 056	9,5	135 006 056	9,5		
2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	2 Dépenses de personnel		0	0	31 255 000	31 255 000	0	0	31 255 000	0	
	3 Acquisition de biens et services		20 243 179	20 243 179	32 500 000	32 500 000	12 256 821	60,5	12 256 821	60,5	
	4 Transferts courants		2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		105 265 051 864	37 865 549 876	94 770 462 407	26 406 988 314	-10 494 589 457	-10	-11 458 561 562	-30,3	
	6 Transferts en capital		1 240 500 000	1 240 500 000	2 560 500 000	2 560 500 000	1 320 000 000	106,4	1 320 000 000	106,4	
	Total Prog. 2039	109 475 795 043	109 475 795 043	100 344 717 407	31 981 243 314	-9 131 077 636	-8,3	-10 095 049 741	-9,2		
2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combus	2 Dépenses de personnel		31 787 000	31 787 000	52 127 000	20 340 000	64,0	20 340 000	64,0		
	3 Acquisition de biens et services		49 734 789	49 734 789	49 734 789	49 734 789	0	0	0	0	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes			AE		CP		
			AE	CP		VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combus	4. Transferts courants	150 729 681 000	150 729 681 000	215 929 681 000	215 929 681 000	43,3	65 200 000 000	43,3	65 200 000 000	43,3	
	5. Investissements exécutés par l'Etat		772 000 000		771 527 494	771 527 494	-0,1	-472 506	-0,1	-472 506	-0,1	
	Total Prog. 2040	151 583 202 789	151 583 202 789	216 803 070 283	216 803 070 283	65 219 867 494	43,0	65 219 867 494	43,0	65 219 867 494	43,0	
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	76 895 000	76 895 000	74 538 000	74 538 000	-3,1	-2 357 000	-3,1	-2 357 000	-3,1	
	3 Acquisition de biens et services		27 209 205		47 209 205	47 209 205		20 000 000	73,5	20 000 000	73,5	
	4 Transferts courants		1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		46 020 759 409	36 620 759 409	172 381 284 119	55 515 910 850	126 360 524 710	274,6	18 895 151 441	51,6		
	6 Transferts en capital		3 900 000 000	3 900 000 000	9 150 000 000	9 150 000 000	5 250 000 000	134,6	5 250 000 000	134,6		
	Total Prog. 2120	51 154 863 614	51 154 863 614	182 783 031 324	65 917 655 055	131 628 167 710	257,3	24 162 794 441	47,2			
	Total Section 44	313 635 494 056	236 835 992 068	501 487 457 680	316 258 610 318	187 851 963 624	59,9	79 422 618 250	33,5			
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordonnante et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	467 423 144	467 423 144	658 683 144	658 683 144	191 260 000	40,9	191 260 000	40,9		
	3 Acquisition de biens et services		405 601 287		217 901 287		-187 790 000	-46,3	-187 790 000	-46,3		
	4 Transferts courants		819 931 500		1 069 932 500	1 069 932 500	250 001 000	30,5	250 001 000	30,5		
	Total Prog. 1013	1 692 955 931	1 692 955 931	1 946 516 931	1 946 516 931	253 561 000	15,0	253 561 000	15,0			
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 231 641 000	1 231 641 000	1 583 144 328	1 583 144 328	351 503 328	28,5	351 503 328	28,5		
	3 Acquisition de biens et services		307 048 921		357 048 921		50 000 000	16,3	50 000 000	16,3		
	4 Transferts courants		101 708 600 000	101 708 600 000	1 908 600 000	1 908 600 000	-99 800 000 000	-98,1	-99 800 000 000	-98,1		
	5 Investissements exécutés par l'Etat		5 113 000 000	3 113 000 000	3 313 000 000	3 313 000 000	-1 800 000 000	-35,2	200 000 000	6,4		
	6 Transferts en capital		10 305 000 000	1 805 000 000	1 855 000 000	1 855 000 000	-8 450 000 000	-82,0	50 000 000	2,8		
	Total Prog. 2041	118 665 289 921	118 665 289 921	9 016 793 249	9 016 793 249	-109 648 496 672	-92,4	-99 148 496 672	-83,6			
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce international	2 Dépenses de personnel	199 744 600	199 744 600	308 762 000	308 762 000	109 017 400	54,6	109 017 400	54,6		
	3 Acquisition de biens et services		168 301 009		168 301 009		0	0	0	0		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Source de financement			Catégories de dépense		
			Projet LFI 2023 - Crédits inscrits			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce international	4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		2 127 158 480	2 127 158 480	2 307 841 542	2 307 841 542	180 683 062	8,5	180 683 062	8,5	
	Total Prog. 2042	3 095 204 089	3 095 204 089	3 384 904 551	3 384 904 551	289 700 462	9,4	289 700 462	9,4		
2043 Promo et développement Entrepreneurial privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel		69 769 000	69 769 000	125 965 000	125 965 000	56 186 000	80,5	56 186 000	80,5	
	3 Acquisition de biens et services		570 343 220	570 343 220	370 343 220	370 343 220	-200 000 000	-35,1	-200 000 000	-35,1	
	4 Transferts courants		2 642 134 218	2 642 134 218	2 764 744 964	2 764 744 964	122 610 746	4,6	122 610 746	4,6	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		2 500 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	448 750 000	-500 000 000	-205 1 250 000	-82,1	
	6 Transferts en capital		2 500 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	2 500 000 000	100	2 500 000 000	100	
	Total Prog. 2043	8 282 246 438	8 282 246 438	10 261 043 184	8 709 793 184	1 978 796 746	23,9	427 546 746	5,2		
2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants		650 000 000	650 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	700 000 000	107,7	700 000 000	107,7	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 2044	1 000 000 000	1 000 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	700 000 000	70	700 000 000	70		
	Total Section 45	132 735 696 379	122 235 696 379	26 309 287 915	24 758 007 915	-106 426 438 464	-80,2	-97 477 688 464	-79,7		
46 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	874 667 228	1 265 248 552	1 265 248 552	390 581 324	44,7	390 581 324	44,7		
	3 Acquisition de biens et services		1 274 600 125	940 600 125	940 600 125	-334 000 000	-26,2	-334 000 000	-26,2		
	4 Transferts courants		200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 488 602 774	1 738 602 774	750 000 000	250 000 000	16,8	-738 602 774	-49,6		
	Total Prog. 1014	3 837 870 127	3 837 870 127	4 144 451 451	3 165 848 677	306 581 324	8,0	-682 021 450	-17,8		
2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel		254 819 000	254 819 000	317 684 244	62 865 244	24,7	62 865 244	24,7		
	3 Acquisition de biens et services		148 960 909	148 960 909	148 960 909	0	0	0	0		
	4 Transferts courants		300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 976 680 293	1 976 680 293	3 751 002 730	2 973 767 029	89,8	997 086 736	50,4		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Crédits inscrits LFI 2023						Source de financement			Ressources internes et ressources externes			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Catégories de dépense		
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
46 Ministère de l'Urbanisme et du Logement et de l'Hygiène Publique	2045 Aménagement et développement urbain	6 Transferts en capital	6 422 886 354	6 422 886 354	7 344 263 418	6 318 263 418	921 377 064	14,3	-104 622 936	-1,6																
	Total Prog. 2045	9 103 346 556	9 103 346 556	11 861 911 301	10 058 675 600	2 758 564 745	30,3	955 329 044	10,5																	
2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	211 553 000	211 553 000	239 855 824	239 855 824	28 302 824	13,4	28 302 824	13,4																	
	3 Acquisition de biens et services	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
	4 Transferts courants	10 195 680 052	9 895 680 052	9 895 680 052	9 895 680 052	-300 000 000	-2,9	-300 000 000	-2,9																	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	926 466 683	926 466 683	3 025 000 000	1 750 000 000	2 098 533 317	226,5	823 533 317	38,9																	
	6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	-2 000 000 000	-100																	
	Total Prog. 2046	13 617 699 737	13 617 699 737	13 444 535 878	12 169 535 878	173 163 859	-1,3	-1 448 163 859	-10,6																	
2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	218 684 000	218 684 000	244 791 000	244 791 000	26 107 000	11,9	26 107 000	11,9																	
	3 Acquisition de biens et services	2 779 510 244	2 779 510 244	2 979 510 244	2 979 510 244	200 000 000	7,2	200 000 000	7,2																	
	4 Transferts courants	42 000 000 000	42 000 000 000	44 000 000 000	44 000 000 000	2 000 000 000	4,8	2 000 000 000	4,8																	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	13 483 233 532	13 483 233 532	23 620 853 746	13 545 612 547	10 137 620 214	75,2	62 379 015	0,5																	
	6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
	Total Prog. 2047	58 781 427 776	58 781 427 776	71 145 154 990	61 059 913 791	12 363 727 214	21,0	2 288 486 015	3,9																	
	85 340 344 196	85 340 344 196	100 596 053 620	86 453 973 946	15 255 709 424	17,9	1 113 629 750	1,3																		
	Total Section 46	1015 Pilotage, Coordonnaison et Gestion administrative	245 617 580	245 617 580	477 300 000	477 300 000	231 682 420	94,3	231 682 420	94,3																
	47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	3 Dépenses de personnel	505 320 922	405 320 922	405 320 922	-100 000 000	-19,8	-100 000 000	-19,8																	
	3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
	4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000	3 185 380 000	3 185 380 000	347 000 000	12,2	347 000 000	12,2																	
	2049 Compétitivité de l'Industrie sénégalaise	73 707 000	73 707 000	135 502 000	135 502 000	61 795 000	83,8	61 795 000	83,8																	
	Total Prog. 1016	990 938 502	1 122 620 922	1 122 620 922	1 122 620 922	13,3	131 682 420	13,3																		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		Source de financement		Catégories de dépense	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
										Ecart	CP
47 Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries	2049 compétitivité de l'Industrie sénégalaise	5 Investissements exécutés par l'Etat	225 675 736 800	6 088 727 450	39 870 568 821	11 728 386 321	-185 805 167 979	-82,3	5 639 658 871	92,6	
		6 Transferts en capital	2 277 000 000	2 277 000 000	6 426 402 000	570 000 000	4 149 402 000	182,2	-1 707 000 000	-75,0	
	Total Prog. 2049		230 901 167 318	230 901 167 318	49 654 196 339	15 655 611 839	-181 246 970 979	-78,5	4 341 453 871	1,9	
Total Section 47	2016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1231 892 105 820	12 305 096 470	50 776 817 261	16 778 232 761	-18 115 288 559	-78,1	4 473 136 291	36,4		
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	331 239 940	331 239 940		431 778 000	431 778 000	190 538 060	30,4	100 538 060	30,4		
	3 Acquisition de biens et services	416 901 079		409 141 751	409 141 751	-7 759 328	-1,9	-7 759 328	-1,9		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	0		254 408 438	254 408 438	254 408 438	0	254 408 438	0		
Total Prog. 1016	748 141 019	1 095 328 189	1 095 328 189		347 187 170	46,4	347 187 170	46,4			
2050 Développement de l'Offre touristique	219 201 000	219 201 000	151 535 000	151 535 000	-57 666 000	-30,9	-67 666 000	-30,9			
	3 Acquisition de biens et services	395 540 672		205 000 000	205 000 000	-190 540 672	-48,2	-190 540 672	-48,2		
	4 Transferts courants	3 989 500 000	3 989 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	-2 272 000 000	-56,9	-2 272 000 000	-56,9		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 052 500 000	1 052 500 000	2 915 500 000	2 915 500 000	1 863 000 000	177,0	1 863 000 000	177,0		
	6 Transferts en capital	2 288 008 436	2 288 008 436	1 500 000 000	1 500 000 000	-788 008 436	-34,4	-788 008 436	-34,4		
Total Prog. 2050	7 944 750 108	7 944 750 108	6 489 535 000	6 489 535 000	-1 455 215 108	-18,3	-1 455 215 108	-18,3			
2123 Promotion de la Destination	0	0	73 612 000	73 612 000	73 612 000	0	73 612 000	0			
	3 Acquisition de biens et services	0	0	247 000 000	247 000 000	247 000 000	0	247 000 000	0		
Total Prog. 2123	0	0	1 820 612 000	1 820 612 000	1 820 612 000	0	1 820 612 000	0			
Total Section 49	8 692 891 127	8 692 891 127	9 405 475 189	9 405 475 189	712 584 062	8,2	712 584 062	8,2			
50 Ministère de l'Education Nationale	127 265 155 220	127 265 155 220	198 359 313 520	198 359 313 520	71 094 158 300	55,9	71 094 158 300	55,9			
	2 Dépenses de personnel	26 922 587 297	26 922 587 297	26 947 055 297	26 947 055 297	24 468 000	0,1	24 468 000	0,1		
	3 Acquisition de biens et services	1 487 929 000	1 487 929 000	1 592 480 152	1 592 480 152	104 551 152	7,0	104 551 152	7,0		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTÈRE/INSTITUTION PROGRAMME ET CATÉGORIE DE DÉPENSE

Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor						
Ministère/institution (Section)		Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023	Source de financement	
			AE	CP	AE	CP
60 Ministère de l'Education Nationale	10117 Pilotage ministériel, gestion et coordination administratif	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 738 208 513	2 737 198 513	3 202 168 513	3 202 198 513
	Total Prog. 10117	158 411 878 030	158 411 878 030	230 101 045 482	230 101 045 482	71 689 167 452
2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	14 572 023 000	14 572 023 000	15 903 964 000	15 903 964 000	9 1
	3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0
	4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0
	Total Prog. 2053	14 888 060 909	14 888 060 909	16 220 031 909	16 220 031 909	8 9
2054 Enseignement Elémentaire	2 Dépenses de personnel	251 369 716 180	251 369 716 180	280 763 834 000	280 763 834 000	26 394 117 820
	3 Acquisition de biens et services	49 376 574 370	49 376 574 370	49 876 574 370	49 876 574 370	500 000 000
	4 Transferts courants	15 881 000 000	15 881 000 000	15 881 000 000	15 881 000 000	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	45 880 898 700	45 880 898 700	46 344 705 998	46 344 705 998	1 0
	6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0
	Total Prog. 2054	362 789 289 250	362 789 289 250	393 148 114 368	376 729 549 754	30 357 825 118
2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	135 033 977 000	135 033 977 000	140 786 962 000	140 786 962 000	4 852 985 000
	3 Acquisition de biens et services	3 768 737 342	3 768 737 342	3 778 737 342	3 778 737 342	22 000 000
	4 Transferts courants	15 640 000	15 640 000	15 840 000	15 840 000	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 468 789 481	5 468 789 481	10 351 842 646	7 604 855 054	4 881 843 166
	Total Prog. 2055	145 176 353 823	145 176 363 823	164 933 181 988	162 186 394 396	9 756 828 165
2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	115 663 469 000	115 663 469 000	127 808 983 000	127 808 983 000	12 145 514 000
	3 Acquisition de biens et services	1 782 701 843	1 782 701 843	1 899 701 843	1 899 701 843	147 000 000
	4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 706 000 000	1 706 000 000	12 176 580 374	1 706 000 000	10 470 580 374
	Total Prog. 2056	119 718 870 843	119 718 870 843	142 481 905 217	132 011 304 843	22 763 094 374
						19,0

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTÈRE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATÉGORIE DE DÉPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Source de financement		Catégories de dépense				
			Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS		
50 Ministère de l'Education Nationale	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	298 720 000	298 720 000	310 737 000	310 737 000	12 017 000	4,0	12 017 000	4,0	
		3 Acquisition de biens et services	448 201 333	448 201 333	448 201 333	448 201 333	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	266 086 080	266 086 080	266 086 080	266 086 080	6 000 000 000	2254,9	0	0	
	Total Prog. 2057	2 063 007 413	2 063 007 413	8 075 024 413	8 075 024 413	6 012 017 000	291,4	12 017 000	0,6		
	Total Section 50	803 048 480 268	778 549 450 268	944 969 363 377	909 323 430 797	141 910 903 109	17,7	130 773 980 529	16,8		
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	901 723 740	901 723 740	1 233 649 000	1 233 649 000	331 925 260	36,8	331 925 260	36,8	
		3 Acquisition de biens et services	1 119 331 628	1 119 331 628	1 285 000 000	1 285 000 000	165 668 372	14,8	165 668 372	14,8	
		4 Transferts courants	330 000 000	330 000 000	380 000 000	380 000 000	50 000 000	15,2	50 000 000	15,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100	
	Total Prog. 1018	2 451 055 368	2 451 055 368	3 098 649 000	3 098 649 000	647 593 632	26,4	647 593 632	26,4		
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	81 037 000	81 037 000	107 168 000	107 168 000	26 081 000	32,2	26 081 000	32,2	
		3 Acquisition de biens et services	235 379 651	235 379 651	565 711 279	565 711 279	330 331 628	140,3	330 331 628	140,3	
		4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	150 000 000	150 000 000	75 000 000	100	75 000 000	100	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	590 000 000	590 000 000	1 250 000 000	750 000 000	660 000 000	111,9	150 000 000	27,1	
	Total Prog. 2058	981 466 651	981 466 651	2 072 879 279	1 572 879 279	1 091 412 628	111,2	591 412 628	60,3		
2059 Développement de la Pratique et des infrastructures sportives	2 Dépenses de personnel	213 634 000	213 634 000	225 294 000	225 294 000	11 660 000	5,5	11 660 000	5,5		
		3 Acquisition de biens et services	6 021 980 585	6 021 980 585	7 972 580 585	7 972 580 585	1 950 600 000	32,4	1 950 600 000	32,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 764 231 951	13 714 231 951	29 039 231 951	25 014 231 951	15 275 000 000	111,0	11 390 000 000	82,4	
	Total Prog. 2059	19 999 846 536	19 999 846 536	37 237 106 536	33 212 106 536	17 237 260 000	86,2	13 262 260 000	66,3		
	Total Section 52	23 432 388 556	23 382 368 556	42 408 634 816	37 883 634 816	18 976 266 260	81,0	14 501 266 260	62,0		

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		Source de financement		Catégories de dépense	
				Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		ECART	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	278 993 260	278 993 260	495 138 000	495 138 000	216 147 740	77,5	216 144 740	77,5	
	3 Acquisition de biens et services	1 235 787 432	1 235 787 432	1 246 787 432	1 246 787 432	11 000 000	0,9	11 000 000	0,9		
	4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	0	0	-50 000 000	-100	-50 000 000	-100		
	Total Prog. 1019	1 564 780 692	1 564 780 692	1 741 925 432	1 741 925 432	177 144 740	11,3	177 144 740	11,3		
2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	562 106 000	562 106 000	682 550 000	682 550 000	120 444 000	21,4	120 444 000	21,4		
	3 Acquisition de biens et services	465 233 307	465 233 307	507 484 307	507 484 307	42 251 000	9,1	42 251 000	9,1		
	4 Transferts courants	5 983 352 279	5 983 352 279	6 861 390 225	6 861 390 225	878 037 946	14,7	878 037 946	14,7		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 310 000 000	1 310 000 000	2 696 060 059	2 696 060 059	1 386 060 059	105,8	890 060 059	67,9		
	6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 2061	10 320 691 586	10 320 691 586	12 747 484 591	12 251 484 591	2 426 793 005	23,5	1 930 793 005	18,7		
2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	122 558 500	122 558 500	184 045 000	184 045 000	61 486 500	50,2	61 486 500	50,2		
	3 Acquisition de biens et services	253 929 173	253 929 173	257 929 173	257 929 173	4 000 000	1,6	4 000 000	1,6		
	4 Transferts courants	1 503 646 000	1 503 646 000	1 493 646 000	1 493 646 000	-10 000 000	-0,7	-10 000 000	-0,7		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 409 500 000	4 409 500 000	4 419 439 941	4 419 439 941	9 939 941	0,2	9 939 941	0,2		
	6 Transferts en capital	1 400 000 000	1 400 000 000	400 000 000	400 000 000	-1 000 000 000	-71,4	-1 000 000 000	-71,4		
	Total Prog. 2063	7 689 633 673	7 689 633 673	6 755 060 114	6 755 060 114	-934 573 559	-12,2	-934 573 559	-12,2		
	Total Section 53	19 575 105 951	19 575 105 951	21 244 470 137	20 748 470 137	1 669 364 186	8,5	1 173 364 186	6,0		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	10 357 694 352	10 357 694 352	15 245 892 240	15 245 892 240	4 888 197 888	47,2	4 888 197 888	47,2		
	3 Acquisition de biens et services	14 815 517 500	14 815 517 500	14 053 775 500	14 053 775 500	-761 742 000	-5,1	-761 742 000	-5,1		
	4 Transferts courants	14 764 299 000	14 764 299 000	14 033 997 000	14 033 997 000	-730 302 000	-4,9	-730 302 000	-4,9		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 261 168 169	5 261 168 169	4 671 889 577	4 671 889 577	-589 278 592	-11,2	-589 278 592	-11,2		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		ECART		CP		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 1020	45 198 679 021	45 198 679 021	48 005 554 317	48 005 554 317	2 806 875 296	6,2	2 806 875 296	6,2	4 870 523 627	6,2	
2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	23 318 235 859	23 318 235 859	28 188 759 486	28 188 759 486	4 870 523 627	20,9	4 870 523 627	20,9			
	3 Acquisition de biens et services	3 459 721 132	3 459 721 132	4 443 181 132	4 443 181 132	983 460 000	28,4	983 460 000	28,4			
	4 Transferts courants	9 878 680 000	9 878 680 000	12 548 080 000	12 548 080 000	2 669 400 000	27,0	2 669 400 000	27,0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	77 459 451 905	77 459 451 905	70 269 843 493	66 869 843 493	-7 189 608 412	-9,3	-10 589 608 412	-13,7			
	6 Transferts en capital	1 115 851 562	1 115 851 562	840 000 000	840 000 000	-775 851 562	-24,7	-275 851 562	-24,7			
	Total Prog. 2064	115 231 940 458	115 231 940 458	112 889 864 111	112 889 864 111	1 057 923 653	0,9	-2 342 076 347	-2,0			
2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	23 304 831 934	23 304 831 934	34 431 999 486	34 431 999 486	11 127 167 552	47,7	11 127 167 552	47,7			
	3 Acquisition de biens et services	438 432 421	438 432 421	230 700 000	230 700 000	-207 732 421	-47,4	-207 732 421	-47,4			
	4 Transferts courants	27 898 035 000	27 898 035 000	28 184 827 421	28 184 827 421	286 792 421	1,0	286 792 421	1,0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	53 086 205 097	23 086 205 097	36 750 811 698	31 997 829 328	-16 335 393 399	-30,8	8 911 624 231	38,6			
	6 Transferts en capital	3 856 498 955	3 856 498 955	3 056 498 955	3 056 498 955	-800 000 000	-20,7	-800 000 000	-20,7			
	Total Prog. 2066	108 584 003 407	108 584 003 407	102 654 837 560	97 901 855 190	-5 929 165 847	-5,5	19 317 851 783	17,3			
2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 580 185 085	1 580 185 085	2 166 797 829	2 166 797 829	586 612 744	37,1	586 612 744	37,1			
	3 Acquisition de biens et services	751 039 204	751 039 204	766 957 204	766 957 204	15 918 000	2,1	15 918 000	2,1			
	4 Transferts courants	567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	952 007 757	952 007 757	610 773 486	179,0	610 773 486	179,0			
	6 Transferts en capital	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0	0			
	Total Prog. 2067	3 459 806 231	3 459 806 231	4 673 110 461	4 673 110 461	1 213 304 230	35,1	1 213 304 230	35,1			
	Total Section 54	272 474 429 117	242 474 429 117	271 623 366 449	263 470 384 079	-851 052 668	-0,3	20 995 954 982	8,7			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LF/2023		Crédits Inscrits LF/2024 - Crédits Inscrits		Source de financement		Catégories de dépense	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
										1-2-3-4-5-6	ECART
56 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 230 461 304	1 230 461 304	1 612 919 000	1 612 919 000	382 457 696	31,1	382 457 696	31,1	
	3 Acquisition de biens et services	1 562 504 292	1 562 504 292	1 607 782 042	1 607 782 042	45 277 750	2,9	45 277 750	2,9		
	4 Transferts courants	480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	90 650 000	90 650 000	1 750 633 599	1 750 633 599	1 659 983 599	1831,2	1 659 983 599	1831,2		
	Total Prog. 1021	3 363 615 596	3 363 615 596	5 451 334 641	5 451 334 641	2 057 719 045	62,1	2 057 719 045	62,1		
	2 Dépenses de personnel	122 712 000	122 712 000	125 439 000	125 439 000	2 697 000	2,2	2 697 000	2,2		
	3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	97 362 445	97 362 445	66 705 047	217,6	66 705 047	217,6		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	36 240 332 800	4 900 332 800	4 400 332 800	4 400 332 800	-31 840 000 000	-87,9	-500 000 000	-10,2		
	Total Prog. 2068	36 393 732 198	36 393 732 198	4 623 134 245	4 623 134 245	-31 770 597 953	-87,3	-430 697 953	-1,2		
	2 Dépenses de personnel	83 219 000	83 219 000	83 593 000	83 593 000	374 000	0,4	374 000	0,4		
	3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	542 654 418	542 654 418	150 000 000	38,2	150 000 000	38,2		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0		
	Total Prog. 2069	1 051 213 418	1 201 647 418	1 201 647 418	1 201 647 418	150 374 000	14,3	150 374 000	14,3		
	2 Dépenses de personnel	10 307 000	10 307 000	0	0	-10 307 000	-100	-10 307 000	-100		
	3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	30 000 000	30 000 000	10 000 000	50	10 000 000	50		
	4 Transferts courants	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	0	0	0	0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 920 256 741	6 074 136 694	5 346 098 710	5 346 098 710	-17 574 158 031	-76,7	-723 037 984	-12,0		
	6 Transferts en capital	4 540 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	0	0	0	0		
	Total Prog. 2070	29 540 884 543	29 540 884 543	11 966 419 512	11 966 419 512	-17 574 465 031	-69,5	-728 344 984	-2,5		
	2 Dépenses de personnel	28 315 000	28 315 000	36 474 000	36 474 000	8 159 000	28,8	8 159 000	28,8		
	3 Acquisition de biens et services	32 266 246	32 266 246	40 266 246	40 266 246	8 000 000	24,8	8 000 000	24,8		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Catégories de dépense		
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			ECART		
			AE	CP	VAL ABS	AE	CP	VAL ABS	%	%	CP
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	2103 Développement de l'emploi	4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2103	10 185 581 246	10 185 581 246	10 201 740 246	10 201 740 246	16 159 000	0,2	16 159 000	0,2	16 159 000	0,2
	Total Section 55	80 535 05 001	32 348 966 554	33 444 276 062	-47 050 810 939	-58,5	1 095 309 108	3,4			
	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	468 661 592	468 661 592	671 732 040	671 732 040	203 070 448	43,3	203 070 448	43,3	
	3 Acquisition de biens et services	1 676 790 863	1 676 790 863	1 426 790 863	1 426 790 863	-250 000 000	-14,9	-250 000 000	-14,9		
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	4 Transferts courants	255 000 000	255 000 000	605 000 000	605 000 000	350 000 000	137,3	350 000 000	137,3		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	413 000 000	413 000 000	613 000 000	613 000 000	200 000 000	48,4	200 000 000	48,4		
	Total Prog. 1022	2 813 452 455	2 813 452 455	3 316 522 903	3 316 522 903	503 070 448	17,9	503 070 448	17,9		
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	6 137 765 680	6 137 765 680	7 269 612 000	7 269 612 000	1 131 846 320	18,4	1 131 846 320	18,4	
	3 Acquisition de biens et services	1 607 976 741	1 607 976 741	1 607 976 741	1 607 976 741	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	10 420 000 000	10 420 000 000	14 020 000 000	14 020 000 000	3 600 000 000	34,5	3 600 000 000	34,5		
2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 376 275 000	7 376 275 000	4 283 562 740	4 283 562 740	-3 092 712 260	-41,9	-3 092 712 260	-41,9		
	6 Transferts en capital	231 000 000	231 000 000	3 708 150 810	3 708 150 810	3 477 150 810	1505,3	3 477 150 810	1505,3		
	Total Prog. 2071	25 773 017 421	25 773 017 421	30 889 302 291	30 889 302 291	5 116 284 870	19,9	5 116 284 870	19,9		
	2 Dépenses de personnel	4 128 637 740	4 128 637 740	4 641 349 500	4 641 349 500	512 711 760	12,4	512 711 760	12,4		
	3 Acquisition de biens et services	664 155 355	664 155 355	696 455 355	696 455 355	32 300 000	4,9	32 300 000	4,9		
	4 Transferts courants	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0		
2073 Lutte contre les polluti, nuisanc et les effet néfast des CC	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 130 213 630	1 130 213 630	900 159 690	900 159 690	-230 053 940	-20,4	-230 053 940	-20,4		
	2 Dépenses de personnel	273 139 720	273 139 720	376 690 180	376 690 180	103 550 460	37,9	103 550 460	37,9		
	3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0	0	0		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Ressources internes et ressources externes			Catégories de dépense		
			Crédits Inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits Inscrits			ECART			1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	2073 Lutte contre les polluti, nuisanc et les effet néfast des CC	5 Investissement exécutés par l'Etat	31 700 929 807	3 200 929 807	7 080 948 430	7 080 948 430	-24 619 981 377	-77,7	3 880 018 623	12,1				
		Total Prog. 2073	32 372 489 559	32 372 489 559	7 856 058 642	7 856 058 642			-24 516 430 917	-76,7	3 983 569 083	12,3		
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	412 632 504	412 632 504	659 107 100	659 107 100			246 474 596	59,7	246 474 596	59,7		
		3 Acquisition de biens et services	387 841 633	387 841 633	550 341 633	550 341 633			162 500 000	41,9	162 500 000	41,9		
		5 Investissement exécutés par l'Etat	310 890 760	310 890 760	460 890 760	460 890 760			150 000 000	48,2	150 000 000	48,2		
		Total Prog. 1023	1 111 364 897	1 111 364 897	1 670 339 493	1 670 339 493			558 974 596	50,3	558 974 596	50,3		
2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	152 478 240	152 478 240	200 563 000	200 563 000			48 084 760	31,5	48 084 760	31,5			
		3 Acquisition de biens et services	433 926 128	433 926 128	445 326 128	445 326 128			11 400 000	2,6	11 400 000	2,6		
		4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400			0	0	0	0		
		5 Investissement exécutés par l'Etat	10 462 464 802	10 462 464 802	16 318 499 554	10 175 868 395			5 856 034 752	56,0	-286 596 407	-2,7		
		Total Prog. 2098	11 526 367 570	11 526 367 570	17 441 887 082	11 299 255 923	5 915 519 512	51,3	-227 111 647	-2,0				
2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	118 717 000	118 717 000	105 710 000	105 710 000			-13 007 000	-11,0	-13 007 000	-11,0			
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	289 934 089	289 934 089			20 000 000	7,4	20 000 000	7,4		
		4 Transferts courants	2 714 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012			0	0	0	0		
		5 Investissement exécutés par l'Etat	12 068 143 137	12 068 143 137	20 048 143 137	11 425 907 151			7 980 000 000	66,1	-642 235 986	-5,3		
		Total Prog. 2101	15 171 265 238	15 171 255 238	23 158 248 238	14 536 012 252	7 986 993 000	52,6	-635 242 986	-4,2				
2110 Autonome Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	220 636 000	220 636 000	254 640 560	254 640 560			34 004 560	15,4	34 004 560	15,4			
		3 Acquisition de biens et services	130 125 382	130 125 382	135 125 382	135 125 382			5 000 000	3,8	5 000 000	3,8		
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000			300 000 000	21,4	300 000 000	21,4		
		5 Investissement exécutés par l'Etat	1 230 000 000	1 230 000 000	1 702 300 000	1 702 300 000			472 300 000	38,4	472 300 000	38,4		
		Total Prog. 2110	2 980 761 382	2 980 761 382	3 792 065 942	3 792 065 942			811 304 560	27,2	811 304 560	27,2		
		Total Section 58	30 789 749 087	30 789 749 087	46 062 540 755	31 297 673 610	15 212 791 668	49,6	507 924 523	1,8				

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Écart			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
69 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 639 588 504	1 639 588 504	12 484 153 000	12 484 153 000	10 844 564 496	661,4	10 844 564 496	661,4		
	3 Acquisition de biens et services	1 822 685 991	1 822 685 991	1 832 118 001	1 832 118 001	9 432 010	0,5	9 432 010	0,5			
	4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 1024	3 512 274 495	3 512 274 495	14 366 271 001	14 366 271 001	10 853 996 506	309,0	10 853 996 506	309,0			
2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	24 032 229 000	24 032 229 000	26 910 122 000	26 910 122 000	2 877 893 000	12,0	2 877 893 000	12,0			
	3 Acquisition de biens et services	6 472 977 380	6 472 977 380	6 659 594 660	6 659 594 660	186 617 280	2,9	186 617 280	2,9			
	4 Transferts courants	1 169 395 000	1 169 395 000	1 323 851 900	1 323 851 900	154 456 900	13,2	154 456 900	13,2			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	14 808 010 136	14 808 010 136	8 965 490 801	8 965 490 801	-5 842 519 335	-39,5	-5 842 519 335	-39,5			
	6 Transferts en capital	30 200 000 000	30 200 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	-200 000 000	-0,7	-200 000 000	-0,7			
	Total Prog. 2077	76 682 611 516	76 682 611 516	73 859 059 361	73 859 059 361	-2 823 552 155	-3,7	-2 823 552 155	-3,7			
2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	154 563 000	154 563 000	188 880 000	188 880 000	34 317 000	22,2	34 317 000	22,2			
	3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	29 990 130	29 990 130	0	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	425 000 000	425 000 000	20 000 000	4,9	20 000 000	4,9			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 925 000 000	4 925 000 000	3 231 981 306	3 231 981 306	-1 693 018 694	-34,4	-1 693 018 694	-34,4			
	6 Transferts en capital	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2078	5 664 553 130	5 664 553 130	4 025 851 436	4 025 851 436	-1 638 701 694	-28,9	-1 638 701 694	-28,9			
	Total Section 59	85 859 439 141	85 859 439 141	92 251 181 798	92 251 181 798	6 391 742 657	7,4	6 391 742 657	7,4			
0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	122 726 243 889	122 726 243 889	56 175 976 660	56 175 976 660	-66 550 267 229	-54,2	-66 550 267 229	-54,2			
	3 Acquisition de biens et services	86 883 001 486	86 883 001 486	99 825 425 077	99 825 425 077	12 942 423 591	14,9	12 942 423 591	14,9			
	4 Transferts courants	269 381 274 458	269 381 274 458	232 098 652 026	232 098 652 026	-37 282 622 432	-13,8	-37 282 622 432	-13,8			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	42 074 118 373	42 074 118 373	89 970 641 227	89 970 641 227	47 896 522 854	113,8	47 896 522 854	113,8			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTÈRE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATÉGORIE DE DÉPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Source de financement		Catégories de dépense		
			Crédits Inscrits LFI 2023		Projet LFI 2024 - Crédits Inscrits		1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	ECART	CP	
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	6 Transferts en capital	71 041 936 570	71 041 936 570	75 480 476 128	4 438 539 558	6,2	4 438 539 558	6,2
	Total Prog. 0010	592 106 574 776	592 106 574 776	553 551 171 118	552 765 291 118	-38 555 403 658	-6,5	-39 341 283 658	-6,6
Total Section 50			592 106 574 776	553 551 171 118	552 765 291 118	-38 555 403 658	-6,5	-39 341 283 658	-6,6
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	363 545 452	363 545 452	674 703 000	674 703 000	311 157 548	311 157 548	85,6
		3 Acquisition de biens et services	818 621 820	818 621 820	618 621 820	-200 000 000	-24,4	-200 000 000	-24,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	279 583 200	279 583 200	18 583 200	18 583 200	7,1
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0
	Total Prog. 1032	1 993 167 272	1 993 167 272	2 122 908 020	2 122 908 020	129 740 748	6,5	129 740 748	6,5
2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	204 324 000	204 324 000	275 664 000	275 664 000	71 340 000	34,9	71 340 000	34,9
	3 Acquisition de biens et services	576 581 035	576 581 035	576 581 035	576 581 035	0	0	0	0
	4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	5 187 552 100	5 187 552 100	6 935 000 000	6 935 000 000	1 747 447 900	33,7	1 747 447 900	33,7
	6 Transferts en capital	21 119 475 335	21 119 475 335	36 580 000 000	32 580 000 000	15 450 524 665	73,2	11 460 524 665	54,3
	Total Prog. 2022	27 237 932 470	27 237 932 470	44 517 245 035	40 517 245 035	17 279 312 666	63,4	13 279 312 666	48,8
2034 Economie productrice compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	454 620 000	454 620 000	746 573 000	746 573 000	291 953 000	64,2	291 953 000	64,2
	3 Acquisition de biens et services	1 481 192 307	1 481 192 307	1 553 692 307	1 553 692 307	72 500 000	4,9	72 500 000	4,9
	4 Transferts courants	7 622 744 848	7 622 744 848	9 225 674 848	9 225 674 848	1 602 930 000	21,0	1 602 930 000	21,0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	622 685 600	622 685 600	690 704 022	445 704 022	68 018 422	10,9	-176 981 578	-28,4
	6 Transferts en capital	11 000 000 000	11 000 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	-9 050 000 000	-82,3	-9 050 000 000	-82,3
	Total Prog. 2034	21 181 242 755	21 181 242 755	14 166 644 177	13 921 644 177	-7 014 598 578	-33,1	-7 259 598 578	-34,3
Total Section 61			50 412 342 497	60 412 342 497	66 561 797 232	10 394 454 735	20,6	6 149 454 735	12,2

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	ECART			AE	CP	VAL ABS	%	
						CP	VAL ABS	%					
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 039 159 608	2 039 159 608	2 893 732 448	2 893 732 448	854 572 840	41,9	854 572 840	41,9			
	3 Acquisition de biens et services	971 774 109	971 774 109		1 223 766 168		251 992 059	25,9	251 992 059	25,9			
	4 Transferts courants	1 999 992 000	1 999 992 000	1 330 142 000	1 330 142 000	-669 850 000	-669 850 000	-33,5	-669 850 000	-33,5			
	Total Prog. 1025	5 010 925 717	5 010 925 717	5 447 640 616	5 447 640 616	436 714 899	436 714 899	8,7	436 714 899	8,7			
2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	295 391 000	295 391 000	519 709 700	519 709 700	224 318 700	224 318 700	75,9	224 318 700	75,9			
	3 Acquisition de biens et services	152 621 554	152 621 554	186 621 554	186 621 554	34 000 000	34 000 000	22,3	34 000 000	22,3			
	4 Transferts courants	2 240 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	0	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	69 344 360 856	18 024 360 856	18 189 394 396	13 189 394 397	-51 154 966 460	-73,8	-4,834 966 459	-26,8				
	6 Transferts en capital	637 880 883	637 880 883	3 176 222 000	3 176 222 000	2 538 341 117	397,9	2 538 341 117	397,9				
	Total Prog. 2079	72 670 254 293	72 670 254 293	24 311 947 650	19 311 947 651	-48 358 306 643	-66,5	-2 038 306 642	-2,8				
2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	155 625 460	155 625 460	330 684 960	330 684 960	175 059 500	112,5	175 059 500	112,5				
	3 Acquisition de biens et services	229 572 185	229 572 185	332 572 185	332 572 185	103 000 000	44,9	103 000 000	44,9				
	4 Transferts courants	56 421 465	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	6 Transferts en capital	1 250 000 000	1 250 000 000	14 395 489 301	14 395 489 301	1051,6	1051,6	13 145 489 301	1051,6				
	Total Prog. 2080	1 691 619 110	1 691 619 110	15 115 167 911	15 115 167 911	13 423 548 801	793,5	13 423 548 801	793,5				
2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	76 628 700	76 628 700	134 342 500	134 342 500	57 713 800	75,3	57 713 800	75,3				
	3 Acquisition de biens et services	11 585 831	11 585 831	11 585 831	11 585 831	0	0	0	0	0			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	294 000 000	294 000 000	260 000 000	260 000 000	-34 000 000	-11,6	-34 000 000	-11,6				
	Total Prog. 2081	382 214 531	382 214 531	405 928 331	405 928 331	23 713 800	6,2	23 713 800	6,2				
	Total Section 62	79 755 013 651	28 435 013 651	45 280 684 508	40 280 684 508	-34 474 329 143	-43,2	11 845 670 858	-41,7				

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			Ecart				
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	1026 Pilotage, Coordonniation et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	266 167 504	266 167 504	456 367 000	456 367 000	190 199 496	71,5	190 199 496	71,5			
	3 Acquisition de biens et services	287 214 333	287 214 333	187 214 333	187 214 333	-100 000 030	-34,8	-100 000 030	-34,8	-100 000 000	-34,8		
	4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	0	0		
	Total Prog. 1026	593 381 837	593 381 837	683 581 333	683 581 333	90 199 496	15,2	90 199 496	15,2	25 920 500	100,9	25 920 500	100,9
2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	25 691 500	25 691 500	51 612 000	51 612 000	229 781 000	379 542 528	379 542 528	300 000 000	377,2	300 000 000	377,2	
	3 Acquisition de biens et services	79 542 528	79 542 528	12 214 000 000	12 214 000 000	12 664 000 000	12 664 000 000	12 664 000 000	450 000 000	3,7	450 000 000	3,7	
	4 Transferts courants	12 214 000 000	12 214 000 000	0	0	0	0	0	-2 000 000 000	-100	-2 000 000 000	-100	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	-2 000 000 000	-100	-2 000 000 000	-100	
	Total Prog. 2062	14 319 234 028	14 319 234 028	13 095 154 528	13 095 154 528	-1 224 079 500	-8,5	-1 224 079 500	-8,5	85 236 000	59,0	85 236 000	59,0
2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	144 545 000	144 545 000	229 781 000	229 781 000	229 781 000	0	0	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	5 650 000 000	5 650 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000	200 000 000	200 000 000	3,5	200 000 000	3,5	200 000 000	3,5
	5 Investissements exécutés par l'Etat	83 427 020 000	4 285 000 000	6 960 215 225	6 960 215 225	6 960 215 225	-76 466 804 775	-76 466 804 775	-91,7	2 675 215 225	62,4		
	6 Transferts en capital	2 819 000 000	2 819 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	181 000 000	181 000 000	6,4	181 000 000	6,4		
	Total Prog. 2083	92 102 175 651	92 102 175 651	16 101 606 876	16 101 606 876	-76 000 568 775	-82,5	-76 000 568 775	-82,5	3 141 451 225	3,4	3 141 451 225	3,4
2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	33 581 000	33 581 000	53 990 000	53 990 000	53 990 000	20 409 000	20 409 000	60,8	20 409 000	60,8		
	3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0	0		
	4 Transferts courants	6 000 000 000	6 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	100	6 000 000 000	100		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	264 862 480	264 862 480	764 862 480	764 862 480	764 862 480	500 000 000	500 000 000	188,8	500 000 000	188,8		
	Total Prog. 2084	6 316 345 169	6 316 345 169	12 836 754 169	12 836 754 169	6 520 409 000	103,2	6 520 409 000	103,2	8 527 980 221	24,9	8 527 980 221	24,9
	Total Section 63	113 331 136 685	34 189 116 685	42 717 096 906	42 717 096 906	-70 614 039 779	-62,3	-70 614 039 779	-62,3				

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement						Catégories de dépense	
			Ressources internes et ressources externes			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits				
			Crédits inscrits LFI 2023	AE	CP	AE	CP	VAL ABS		
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	282 616 152	282 616 152	306 808 988	24 192 836	8,6	24 192 836	8,6	
		3 Acquisition de biens et services	686 775 701	686 775 701	761 775 701	75 000 000	10,9	75 000 000	10,9	
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0	
	Total Prog. 1569	1 074 348 353	1 074 348 353	1 173 541 189	1 173 541 189	99 192 836	9,2	99 192 836	9,2	
2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	20 080 000	20 080 000	36 928 000	36 928 000	16 848 000	83,9	16 848 000	83,9	
		3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	100 179 350	43 000 000	75,2	43 000 000	75,2	
		4 Transferts courants	1 363 000 000	1 363 000 000	2 113 000 000	750 000 000	55,0	750 000 000	55,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 346 306 305	9 346 306 305	10 263 132 009	916 825 704	9,8	916 825 704	9,8	
		6 Transferts en capital	791 249 514	791 249 514	0	0	-791 249 514	-100	-791 249 514	
	Total Prog. 2102	11 577 815 169	11 577 815 169	12 513 239 359	12 513 239 359	935 424 190	8,1	935 424 190	8,1	
2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	62 896 000	62 896 000	35 663 000	35 663 000	-27 233 000	-43,3	-27 233 000	-43,3	
		3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	231 598 039	17 000 000	7,9	17 000 000	7,9	
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 2118	1 277 494 039	1 277 494 039	1 267 261 039	1 267 261 039	-10 233 000	-0,8	-10 233 000	-0,8	
Total Section 64	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	13 929 657 561	14 954 041 587	14 954 041 587	1 024 384 026	7,4	1 024 384 026	7,4	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	3 Acquisition de biens et services	999 447 000	999 447 000	1 143 791 000	1 143 791 000	144 344 000	14,4	144 344 000	14,4	
		4 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0	
	Total Prog. 1027	6 116 586 980	6 116 586 980	5 760 930 980	5 760 930 980	-355 656 000	-5,8	-355 656 000	-5,8	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023			Crédits inscrits LFI 2024 - Crédits inscrits			Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6
				AE			AE			CP			
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	49 881 000	49 881 000	83 472 000	83 472 000	33 591 000	67,3	33 591 000	67,3	33 591 000	67,3	
		3 Acquisition de biens et services	32 445 368	32 445 368	50 000 000	50 000 000	17 554 631	54,1	17 554 631	54,1			
		4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 724 987 148	7 724 987 148	11 584 240 652	11 584 240 652	3 859 253 504	50,0	3 859 253 504	50,0			
		6 Transferts en capital	5 881 998 934	5 881 998 934	5 740 815 013	5 740 815 013	-141 183 921	-2,4	-141 183 921	-2,4			
	Total Prog. 2085	15 404 312 451	16 404 312 451	19 173 527 665	19 173 527 665	3 769 215 214	24,5	3 769 215 214	24,5				
2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	533 025 000	482 409 000	482 409 000	482 409 000	-50 616 000	-9,5	-50 616 000	-9,5	-50 616 000	-9,5		
		3 Acquisition de biens et services	395 085 268	395 085 268	387 387 452	387 387 452	-7 697 816	-1,9	-7 697 816	-1,9			
		4 Transferts courants	1 450 000 000	1 450 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	850 000 000	58,6	850 000 000	58,6			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 062 443 820	4 062 443 820	585 947 690	585 947 690	-3 476 496 130	-85,6	-3 476 496 130	-85,6			
	Total Prog. 2086	6 440 564 088	6 440 564 088	3 755 744 142	3 755 744 142	-684 809 946	-41,7	-684 809 946	-41,7				
2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	38 315 000	38 315 000	55 325 000	55 325 000	17 010 000	44,4	17 010 000	44,4	17 010 000	44,4		
		3 Acquisition de biens et services	83 919 356	83 919 356	90 000 000	90 000 000	6 080 644	7,2	6 080 644	7,2			
		4 Transferts courants	36 156 893 371	36 156 893 371	40 156 893 371	40 156 893 371	4 000 000 000	11,1	4 000 000 000	11,1			
		5 Investissements exécutés par l'Etat	72 112 150	72 112 150	180 552 154	180 552 154	108 440 004	150,4	108 440 004	150,4			
		6 Transferts en capital	64 883 433 149	64 883 433 149	70 583 169 171	70 583 169 171	5 699 736 022	8,8	5 699 736 022	8,8			
	Total Prog. 2087	101 234 673 026	101 234 673 026	111 065 939 696	111 065 939 696	9 831 268 670	9,7	9 831 268 670	9,7				
	Total Section 65	129 196 126 545	129 196 126 545	139 756 142 483	139 756 142 483	10 560 015 938	8,2	10 560 015 938	8,2				
66 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordonination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	446 148 504	446 148 504	766 215 000	766 215 000	320 066 496	71,7	320 066 496	71,7			
		3 Acquisition de biens et services	755 217 782	755 217 782	550 217 782	550 217 782	-205 000 000	-27,1	-205 000 000	-27,1			
		4 Transferts courants	1 450 000 000	1 450 000 000	850 000 000	850 000 000	-600 000 000	-41,4	-600 000 000	-41,4			
		Total Prog. 1028	2 651 366 286	2 651 366 286	2 166 432 782	2 166 432 782	-484 933 504	-18,3	-484 933 504	-18,3			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LF/2023		Projet LFI/2024 - Crédits inscrits		Source de financement			Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS		
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	177 928 000	177 928 000	219 895 000	219 895 000	41 967 000	23,6	41 967 000	23,6	
	3 Acquisition de biens et services	65 227 691	65 227 691	65 227 691	65 227 691	0	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	3 452 653 470	3 452 653 470	5 702 653 470	5 702 653 470	2 250 000 000	65,2	2 250 000 000	65,2		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	35 266 994 211	16 509 274 021	27 328 731 451	4 600 241 526	-7 938 262 760	-22,5	-11 909 026 495	-72,1		
	6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	7 987 135 260	2 742 455 980	7 637 135 260	2182,0	2 392 455 980	683,6		
	Total Prog. 2088	39 312 803 372	39 312 803 372	41 303 642 872	13 330 479 667	1 990 839 500	5,1	-7 224 603 515	-18,4		
2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	213 404 000	213 404 000	262 175 000	262 175 000	48 771 000	22,9	48 771 000	22,9		
	3 Acquisition de biens et services	224 448 304	224 448 304	237 448 304	237 448 304	13 000 000	5,8	13 000 000	5,8		
	4 Transferts courants	2 100 000 000	2 100 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	650 000 000	31,0	650 000 000	31,0		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	114 936 704 549	29 385 957 373	42 958 199 361	27 697 451 965	-71 978 505 188	-62,6	-1 688 505 408	-5,7		
	6 Transferts en capital	13 778 728 130	12 778 728 130	21 361 233 260	14 893 728 130	7 582 505 130	55,0	2 115 000 000	16,6		
	Total Prog. 2089	131 253 284 983	131 253 284 983	67 569 055 925	45 840 803 399	-63 684 229 058	-48,5	1 138 265 592	0,9		
2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	338 865 000	338 865 000	388 519 000	388 519 000	49 654 000	14,7	49 654 000	14,7		
	3 Acquisition de biens et services	171 095 000	171 095 000	172 095 000	172 095 000	1 000 000	0,6	1 000 000	0,6		
	4 Transferts courants	120 000 000	120 000 000	60 000 000	60 000 000	-60 000 000	-50	-60 000 000	-50		
	5 Investissements exécutés par l'Etat	131 977 623 776	49 420 849 515	96 357 019 890	47 380 890 299	-35 620 603 886	-27,0	-2 039 959 216	-4,1		
	6 Transferts en capital	14 396 979 000	13 786 979 000	28 119 099 526	23 052 750 302	13 732 120 526	95,4	9 265 771 302	67,2		
	Total Prog. 2090	146 984 562 776	146 994 562 776	125 096 733 416	71 054 254 601	-21 897 829 360	-14,9	7 216 466 086	4,9		
	Total Section 68	320 212 017 417	131 746 775 790	236 135 864 995	132 391 970 449	-84 076 152 422	-26,3	645 194 658	0,5		
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	2 Dépenses de personnel	118 884 000	118 884 000	350 178 000	350 178 000	231 294 000	194,6	231 294 000	194,6		
	3 Acquisition de biens et services	361 875 000	361 875 000	336 125 000	336 125 000	-25 750 000	-7,1	-25 750 000	-7,1		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2023		Crédits inscrits LFI 2024 - Crédits inscrits		Écart		CP		
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	215 000 000	215 000 000	265 000 000	50 000 000	265 000 000	50 000 000	23,3	50 000 000	23,3	
	Total Prog. 1570	695 759 000	951 303 000	951 303 000	219 575 000	219 575 000	266 300	1,2	266 300	36,7	266 544 000	36,7
2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	216 912 000	216 912 000									
	3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000									
	4 Transferts courants	1 419 712 200	1 419 712 200									
	5 Investissements exécutés par l'Etat	700 000 000	700 000 000									
	6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000									
	Total Prog. 2121	5 397 969 200	5 397 969 200	7 233 648 000	6 583 648 000	1 835 678 800	34,0	1 185 678 800	22,0	450 000 000	64,3	
2122 Transformation Encadrement Economie Informelle	2 Dépenses de personnel	0	0	11 410 000	11 410 000	11 410 000	0	11 410 000	0	11 410 000	0	
	3 Acquisition de biens et services	150 710 500	150 710 500									
	5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000									
	Total Prog. 2122	750 710 500	750 710 500	762 120 500	762 120 500	8 297 071 500	11 410 000	11 410 000	1,5	11 410 000	1,5	
	Total Section 71	6 844 438 700	6 844 438 700	8 947 071 500	8 297 071 500	2 102 632 800	30,7	1 452 632 800	21,2	365 894 680	0	
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aeroportuaires	1571 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	0	0	365 894 680	365 894 680	365 894 680	0	365 894 680	0		
	3 Acquisition de biens et services	350 000 000	350 000 000									
	4 Transferts courants	0	0									
	5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 000	202 980 000									
	Total Prog. 1571	552 980 000	552 980 000	797 874 680	797 874 680	244 894 680	44,3	244 894 680	44,3	16 067 240	174,9	
2051 Développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aérien	2 Dépenses de personnel	9 189 000	9 189 000									
	3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257									
	4 Transferts courants	787 500 000	787 500 000									
	Total Prog. 2051	809 496 257	809 496 257	6 000 678 457	6 000 678 457	5 191 182 200	641,3	5 191 182 200	641,3	38 000 000	296,7	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI/2023		Source de financement		Catégories de dépense		
				Crédits inscrits LFI/2023		Projet LFI/2024 - Crédits inscrits		ECART		
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	20522 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	14 229 000	14 229 000	14 906 000	677 000	4,8	677 000	4,8	0
	3 Acquisition de biens et services	64 796 786	64 796 786	64 796 786	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0	0	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 211 174 500	4 211 174 500	5 551 261 954	1 340 087 454	31,8	1 340 087 454	31,8	0	0
	6 Transferts en capital	2 225 000 000	2 225 000 000	2 225 000 000	0	0	0	0	0	0
	Total Prog. 2052	9 015 200 286	9 015 200 286	10 355 964 740	10 355 964 740	1 340 764 454	14,9	1 340 764 454	14,9	0
Total Section 73	10 377 676 543	10 377 676 543	17 154 517 877	17 154 517 877	6 776 841 334	65,3	6 776 841 334	65,3	0	0
	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	388 477 152	388 477 152	590 565 900	590 565 900	202 088 748	52,0	202 088 748	52,0	0
	3 Acquisition de biens et services	5 226 700 826	5 226 700 826	5 619 242 826	392 542 000	7,5	392 542 000	7,5	0	0
	4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	430 302 000	430 302 000	230 302 000	115,2	230 302 000	115,2	0
	Total Prog. 1029	5 815 177 978	5 815 177 978	6 640 110 726	6 640 110 726	824 932 748	14,2	824 932 748	14,2	0
	2091 Education supérieure	137 719 000	137 719 000	155 909 000	155 909 000	18 190 000	13,2	18 190 000	13,2	0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	220 834 748	0	0	0	0	0	0
	4 Transferts courants	91 929 701 204	100 254 201 204	100 254 201 204	8 324 500 000	9,1	8 324 500 000	9,1	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	63 740 278 094	38 240 278 094	86 638 419 166	52 497 649 770	22 898 141 072	35,9	14 257 371 676	37,3	0
	6 Transferts en capital	18 294 734 414	18 294 734 414	22 233 982 146	13 084 734 414	3 939 247 732	21,5	-5 200 000 000	-28,4	0
	Total Prog. 2091	174 323 267 460	174 323 267 460	209 503 346 264	166 223 329 136	35 180 078 804	20,2	17 400 061 676	10	0
	2 Dépenses de personnel	41 059 000	41 059 000	109 935 880	109 935 880	68 876 880	167,8	68 876 880	167,8	0
2092 Oeuvres sociales universitaires	3 Acquisition de biens et services	133 999 898	133 999 898	208 999 898	208 999 898	75 000 000	56,0	75 000 000	56,0	0
	4 Transferts courants	97 348 337 000	97 348 337 000	121 829 761 900	121 829 761 900	24 481 424 900	25,1	24 481 424 900	25,1	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat	52 961 677 689	6 429 677 689	4 419 677 689	-48 542 000 000	-91,7	-2 010 000 000	-31,3	-2 010 000 000	-31,3

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Source de financement			Catégories de dépense			
			Crédits inscrits LFI 2023			Projet LFI 2024 - Crédits inscrits			Écart			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2092 Oeuvres sociales universitaires	3 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2092	154 485 073 587	154 485 073 587	130 568 375 367	130 568 375 367	130 568 375 367	130 568 375 367	-23 916 698 220	-15,5	22 615 301 780	14,6	
Total Section 75	1566 Pilotage, Coordonnatrice et Gestion administrative	334 623 519 025	262 631 519 025	346 711 832 357	303 431 815 229	12 058 313 332	3,6	40 840 296 204	15,6			
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2 Dépenses de personnel	312 794 584	312 794 584	461 822 056	461 822 056	149 027 472	47,6	149 027 472	47,6			
	3 Acquisition de biens et services	419 391 679	419 391 679	246 504 358	246 504 358	-172 887 321	-41,2	-172 887 321	-41,2			
	4 Transferts courants	818 000 000	818 000 000	818 000 000	818 000 000	0	0	0	0	0	0	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	282 000 000	282 000 000	282 000 000	282 000 000	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 1666	1 832 186 263	1 832 186 263	1 808 326 414	1 808 326 414	-23 859 849	-1,3	-23 859 849	-1,3			
2115 Mines	2 Dépenses de personnel	154 474 000	154 474 000	313 584 000	313 584 000	159 110 000	103,0	159 110 000	103,0			
	3 Acquisition de biens et services	223 044 704	223 044 704	223 044 704	223 044 704	0	0	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	3 300 000 000	3 300 000 000	3 350 000 000	3 350 000 000	50 000 000	1,5	50 000 000	1,5			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	900 000 000	900 000 000	300 000 000	50	300 000 000	50			
	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Total Prog. 2115	4 277 518 704	4 277 518 704	4 786 628 704	4 786 628 704	509 110 000	11,9	509 110 000	11,9			
2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	37 335 000	37 335 000	76 593 000	76 593 000	39 258 000	105,2	39 258 000	105,2			
	3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	31 160 039	31 160 039	0	0	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	1 006 630 000	1 006 630 000	1 230 000 000	1 230 000 000	223 370 000	22,2	223 370 000	22,2			
	5 Investissements exécutés par l'Etat	860 000 000	860 000 000	810 000 000	810 000 000	-50 000 000	-5,8	-50 000 000	-5,8			
	Total Prog. 2116	1 935 125 039	1 935 125 039	2 147 753 039	2 147 753 039	212 528 000	11,0	212 528 000	11,0			
	Total Section 83	8 044 830 006	8 044 830 006	8 742 708 157	8 742 708 157	697 378 151	8,7	697 378 151	8,7			
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equité Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET DÉPENSES DE PERSONNEL ADMINISTRATIVE	2 167 396 060	2 167 396 060	1 491 604 340	1 491 604 340	-675 791 720	-31,2	-675 791 720	-31,2			
	3 Acquisition de biens et services	653 581 489	653 581 489	453 581 489	453 581 489	-200 000 000	-30,6	-200 000 000	-30,6			

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget			Source de financement			Catégories de dépense		
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes			1-2-3-4-5-6		
			Crédits inscrits LFI 2023	Projet LFI 2024 - Crédits inscrits		AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
B4 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équipé Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET 14 Transferts courants GESTION ADMINISTRATIVE		415 000 000	415 000 000	415 000 000	415 000 000	415 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		24 500 000	24 500 000	24 500 000	24 500 000	24 500 000	0	0	0	0
	Total Prog. 1035	3 260 477 549	3 260 477 549	2 384 685 829	2 384 685 829	875 791 720	-26,9	875 791 720	-26,9		
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	300 087 000	300 087 000	695 076 028	695 076 028	394 989 028	131,6	394 989 028	131,6	
		3 Acquisition de biens et services	173 072 332	173 072 332	173 072 332	173 072 332	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 500 000 000	11 500 000 000	127 395 174 917	19 235 616 933	115 895 174 917	1007,8	7 735 616 933	67,3	
		6 Transferts en capital	171 269 835 530	42 507 714 286	43 522 000 000	43 522 000 000	-127 747 835 530	-74,6	1 014 285 714	2,4	
	Total Prog. 2105	183 242 994 882	183 242 994 882	171 786 323 277	63 625 765 293	-11 457 671 585	-6,3	9 144 891 675	5,0		
	2108 EQUITÉ SOCIALE	2 Dépenses de personnel	15 587 000	15 587 000	65 643 986	65 643 986	50 056 996	321,1	50 056 996	321,1	
		3 Acquisition de biens et services	22 500 000	22 500 000	22 500 000	22 500 000	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	28 050 000 000	28 050 000 000	37 200 000 000	37 200 000 000	9 150 000 000	32,6	9 150 000 000	32,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 560 000 000	3 560 000 000	8 560 000 000	7 560 000 000	5 000 000 000	140,4	4 000 000 000	112,4	
		6 Transferts en capital	35 750 000 000	35 750 000 000	53 030 875 200	53 030 875 200	17 280 875 200	48,3	17 280 875 200	48,3	
	Total Prog. 2108	67 398 087 000	67 398 087 000	98 879 019 196	97 879 019 196	31 480 932 196	46,7	30 480 932 196	45,2		
	Total Section B4		263 901 559 411	125 139 438 167	273 049 028 302	163 889 470 318	19 147 468 891	7,5	38 750 032 161	31,0	
	TOTAL GENERAL		7 247 744 706 030	5 141 884 000 000	6 700 256 196 308	5 755 358 508 000	-547 488 509 722	-7,6	6 13 474 508 000	11,9	

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2024	% PIB
Ressources	4 693,7	
Recettes ordinaires hors dons	4390,0	
recettes fiscales	4180,0	
recettes non fiscales	210,0	
Dons budgétaires	47,2	
Dons en capital	256,6	
Tirages sur subventions		
Charges	5 533,9	
Dette publique (intérêt+commissions)	578,3	
Intérêts et commission dette extérieure	400,2	
Intérêts et commission dette intérieure	178,1	
Dépenses de personnel	1442,5	
Autres dépenses courantes	1676,9	
Dépenses en capital sur ressources internes	1134,7	
Dépenses en capital sur ressources externes	701,6	
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-840,2	-3,90%
PIB 2023	21 551,3	

ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Transferts en capital	PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGREGES VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / EMPLOI JEUNES	Ressources internes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Transferts en capital	PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA DIRECTION DE L'ORDONNANCEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES	Ressources internes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Transferts en capital	PARTICIPATIONS FINANCIERES	Ressources internes	5 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DE PLANIFICATION URBAINE	Ressources internes	500 000 000
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	Transferts en capital	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE	Ressources internes	500 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	Transferts en capital	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	Ressources internes	500 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE	Ressources internes	2 000 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	PROGRAMME DE SUIVIDES PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN COURS D'ACHEVEMENT	Ressources internes	1 000 000 000
Charges non Réparties	Transferts en capital	PROGRAMME D'ACQUISITION DE MOBILIER ET DE MATERIEL DE TRANSPORT POUR L'ADMINISTRATION	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel et de l'Innovation	Transferts en capital	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	Ressources internes	500 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche	Transferts en capital	CONSTRUCTION UNIVERSITE DU SINE SALOUM EL HADJI IBRAHIMA NIASS	Ressources internes	750 000 000
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Equipé sociale et territoriale	Transferts en capital	PROGRAMME ELECTRIFICATION 2000 VILLAGES	Ressources internes	10 000 000 000

Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Équité sociale et territoriale	Transferts en capital	PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	Ressources internes	3 000 000 000
Primature	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Investissements exécutés par l'Etat	Projet d'aménagement du site devant abriter les nouveaux locaux du MAESE	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME USAID (GOUVERNANCE - DEMOCRATIE - PAIX ET SECURITE)	Ressources externes	3 000 000 000
Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DES PRODUITS DE LA PECHE	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'Etat	DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'Etat	FEED THE FUTURE SENEGAL/ NAAFOORE WARSAAJ + DUNDUL SOUF	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	Investissements exécutés par l'Etat	FEED THE FUTURE SENEGAL / DOOLEL MBAY (SUITE DE NAATAL MBAY)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE PROMOTION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de l'Éducation nationale	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Sports	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD - SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANE FALL ET ALINE SITOE DIATTA)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	Ressources externes	1 000 000 000
Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'Etat	FONDS MATURATION PROJETS PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	Ressources externes	4 000 000 000

Ministère	Catégories de dépenses	CHAPITRES	Sources de Financement	Montant réservé 2024
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET D'AMELIORATION CONNECTIVITE DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES (PCZA)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'Etat	CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR -TIVAOUANE-SAINT LOUIS	Ressources externes	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'Etat	PROGRAMME DESENCLAVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES (DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)	Ressources externes	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Désenclavement	Investissements exécutés par l'Etat	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION DUNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE 225 kV TANAF- ZIGUINCHOR	Ressources externes	1 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	Ressources externes	2 000 000 000
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Investissements exécutés par l'Etat	PROJET DE RECONSTRUCTION DE L'HOPITAL LE DANTIC	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	AUTONOMISATION DES FONCTIONNEMENTS D'ENTREPRISES COMMERCIALES	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	DEMOGRAPHIQUE ET URBAINISATION DES VILLES	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	INVESTISSEMENT DANS LES SERVICES SOCIAUX POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (IPAFAGH)	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'UN MIGRANTAGE ISLAMIQUE (PROMIGRI)	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	PROJET D'ASSAINISSEMENT AUTOMOBILE DAKAR LA REGION DE DAKAR (PAAD)	Ressources externes	*****
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Exécution publique	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION SOCIALE	Ressources externes	*****
TOTAL RESERVE DE PRECAUTION				90 000 000 000

ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

TYPES DE DETTE	2024		
	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX.....	251,7	94,8	346,5
IDA/BIRD	54,9	26,6	81,4
BEI/FED	5,7	4,0	9,7
BAD/FAD	34,7	20,5	55,2
OPEP/BADEA/BID	70,6	23,7	94,3
AUTRES	85,9	20,0	105,9
BILATERAUX	233,0	65,9	298,9
PAYS DE L'OCDE.....	83,7	15,7	99,3
PAYS ARABES	18,8	3,6	22,3
AUTRES	130,6	46,7	177,2
CREDITS A L'EXPORTATION	121,8	56,3	178,1
COMMERCIALE	145,3	163,2	308,5
EUROBOND	94,0	146,0	240,0
AFC	2,0	-00	2,0
AFREXIMBANK	8,2	5,4	13,6
DEUTSCHE.....	1,8	0,4	2,2
SCBANK	39,3	11,5	50,7
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES		24,0	24,0
TOTAL DETTE EXTERIEURE	751,8	404,2	1 156,0
Rachat DTS FMI.....	88,7	10,5	99,2
Autres Emprunts LT	13,6	0,9	14,5
Obligations du Trésor par Adjudication	196,2	129,7	325,9
Bons du Trésor par Adjudication	151,9	-00	151,9
Obligations du trésor par les Sukuk	25,0	4,2	29,2
Obligations par Appel Publique à L'Épargne	21,0	22,7	43,8
Intérêts et commission sur émissions futures		6,0	6,0
TOTAL INTERIEURE	496,4	174,1	670,4
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 248,2	578,3	1 826,5

ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources informes et ressources externes		Classification Economique - Catégorie de dépense ^a												Total		
Classification administrative				Acquisition de biens et services				Transferts courants				Transferts en capital						
Section (Ministère ou Institution)	Chargement financier des dettes	Dépenses de personnel	AEP/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Total		
10 Défense Publique	576 273 618 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	576 273 618 000	576 273 618 000	
Et Présidence de la République	0	18 571 365 000	6 609 515 944	6 609 515 944	39 148 193 654	39 148 193 654	3 070 000 000	3 070 000 000	10 227 643 646	10 227 643 646	79 629 718 244	79 629 718 244	71 629 718 244	71 629 718 244	0	0	71 629 718 244	
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	0	19 159 015 137	19 159 015 137	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	20 158 015 137	20 158 015 137	20 158 015 137	20 158 015 137	
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	0	7 641 942 284	7 641 942 284	0	0	0	0	0	0	0	0	7 641 942 284	7 641 942 284	
25 Conseil Constitutionnel	0	508 705 000	0	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000	1 755 705 000	
27 Cour Suprême	0	2 141 524 809	0	0	0	2 600 000 000	2 600 000 000	2 738 121 379	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 Cour Des Comptes	0	2 547 825 000	0	0	0	9 752 655 000	9 752 655 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	13 189 273 000	13 189 273 000	13 189 273 000		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0	7 810 000 000	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
30 Pommeraye	0	5 433 773 294	7 000 549 156	7 000 549 156	4 571 000 000	4 571 000 000	5 150 000 000	5 150 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	25 723 322 360	25 723 322 360	25 723 322 360	25 723 322 360		
31 Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	21 406 710 703	37 001 784 927	37 001 784 927	6 100 363 953	6 100 363 953	5 470 233 352	5 470 233 352	1 250 000 000	1 250 000 000	76 641 052 504	76 641 052 504	76 641 052 504	76 641 052 504	76 641 052 504	76 641 052 504		
32 Ministère des Forêts, Altimines	0	212 180 830 828	59 238 309 848	59 238 309 848	4 328 480 000	4 328 480 000	31 422 352 050	30 003 732 152	6 272 500 000	6 272 500 000	31 442 672 726	31 442 672 726	31 442 672 726	31 442 672 726	31 442 672 726	31 442 672 726		
33 Ministère de l'Intérieur	0	103 637 643 738	25 416 125 357	25 416 125 357	35 510 219 000	35 510 219 000	56 150 362 132	24 141 890 932	15 577 000 000	15 577 000 000	7 359 000 000	7 359 000 000	236 891 350 285	236 891 350 285	194 624 865 987	194 624 865 987		
34 Ministère de la Justice	0	38 102 268 048	14 610 148 843	14 610 148 843	11 100 000 000	11 100 000 000	5 698 825 531	5 348 825 531	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0	0	0		
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transparence du Secteur Public	0	3 006 739 820	1 923 386 678	1 923 386 678	595 000 000	595 000 000	2 645 139 600	2 645 139 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
37 Ministère du Travail, du Dialogue Social et des Relations avec les Partenaires Sociaux	0	2 031 645 708	2 309 303 614	2 309 303 614	1 250 000 000	1 250 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	0	2 416 603 643	661 058 046	661 058 046	11 328 616 472	11 328 616 472	27 074 384 207	13 005 521 312	5 750 000 000	5 750 000 000	0	0	0	0	0	0		
41 Ministère des Infrastructures des Transports, Télécommunications et de l'Énergie	0	1 671 291 003	1 139 514 025	1 139 514 025	37 339 969 973	37 339 969 973	344 630 630 907	96 837 940 983	148 017 987 723	148 017 987 723	161 740 361 668	161 740 361 668	28 262 713 325	28 262 713 325	28 262 713 325	28 262 713 325		
42 Ministère de l'Agriculture, de l'équipement Rural et de la Savannerie	0	4 178 363 839	1 894 900 774	1 894 900 774	22 322 593 348	22 322 593 348	56 081 230 535	45 228 607 570	134 217 250 000	134 217 250 000	219 494 445 493	219 494 445 493	20 842 023 528	20 842 023 528	20 842 023 528	20 842 023 528		

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS), ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										Classification Economique - Catégories de dépense				Total	
Classification administrative		Charges financières		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements effectués par l'Etat		Transferts en capital		AE		CP	
Section (Ministère ou Institution)	AEC/P	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	0	39 263 353 489	14 274 251 221	14 274 251 221	12 048 597 582	12 048 597 582	72 343 658 365	-1 695 034 018	98 407 474 790	98 407 474 790	236 342 365 438	236 342 365 438	205 657 511 008	205 657 511 008			
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	758 297 764	635 704 876	635 704 876	220 468 861 000	220 468 861 000	267 921 274 020	82 694 420 658	11 710 560 000	11 710 560 000	501 407 457 660	501 407 457 660	316 258 810 318	316 258 810 318			
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 676 544 472	1 113 594 437	1 113 594 437	7 693 277 464	7 693 277 464	7 970 841 542	8 410 531 742	8 885 000 000	8 885 000 000	26 309 257 815	26 309 257 815	24 758 007 915	24 758 007 915			
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Habitat Public	0	2 657 579 630	4 363 071 281	4 353 071 281	54 395 680 052	54 395 680 052	32 135 459 254	19 019 370 576	7 644 263 418	7 644 263 418	100 506 053 823	100 506 053 823	86 453 913 946	86 453 913 946			
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises	0	612 802 000	441 664 440	441 664 440	3 425 380 000	3 425 380 000	39 817 568 821	11 728 386 321	6 416 402 000	6 416 402 000	50 000 000	50 000 000	50 776 817 261	50 776 817 261	16 778 232 751	16 778 232 751	
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	0	656 925 000	861 141 751	861 141 751	3 217 500 000	3 217 500 000	3 169 908 438	1 501 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	9 405 475 188	9 405 475 188	9 405 475 188	9 405 475 188			
50 Ministère de l'Education Nationale	0	703 933 823 330	65 127 056 054	83 127 056 054	19 255 272 152	19 255 272 152	78 341 211 611	42 705 279 031	302 000 000	302 000 000	944 853 317	944 853 317	909 323 430 787	909 323 430 787			
52 Ministère des Sports	0	1 566 111 000	9 823 291 664	9 823 291 664	530 000 000	530 000 000	30 489 231 981	25 964 231 051	0	0	42 486 634 815	42 486 634 815	31 553 634 815	31 553 634 815			
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0	1 361 733 000	2 012 260 912	2 012 260 912	8 355 056 225	8 355 056 225	7 115 500 000	6 010 500 000	7 400 000 000	7 400 000 000	2 450 000 000	2 450 000 000	21 244 470 157	21 244 470 157	20 748 470 157	20 748 470 157	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	80 033 440 041	19 404 613 830	19 404 613 830	55 334 252 092	55 334 252 092	112 641 552 529	104 491 670 159	4 118 488 955	4 118 488 955	271 023 366 448	271 023 366 448	203 470 384 079	203 470 384 079			
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Engagement et de la Transition Durable et de la Transformation	0	12 955 383 720	4 128 612 991	4 128 612 991	15 025 000 000	15 025 000 000	12 877 670 860	12 877 670 860	3 708 150 810	3 708 150 810	4 340 330 802	4 340 330 802	33 444 276 062	33 444 276 062	33 444 276 062	33 444 276 062	
56 Ministère de la Famille, de la Famille et de la Protection des Enfants	0	1 220 020 660	1 420 727 232	1 420 727 232	4 891 859 412	4 891 859 412	38 529 833 451	23 764 096 306	0	0	46 052 540 795	46 052 540 795	31 287 673 610	31 287 673 610			
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et des Représailles	0	30 583 155 800	4 521 702 791	8 521 702 791	1 798 851 900	1 798 851 900	12 197 472 107	12 197 472 107	39 150 000 000	39 150 000 000	92 251 181 758	92 251 181 758	87 251 181 758	87 251 181 758			
61 Charges non Réalisées	0	58 173 978 860	99 925 425 077	99 925 425 077	232 098 852 005	232 098 852 005	59 970 641 221	59 970 641 221	75 480 416 120	75 480 416 120	553 851 311 118	553 851 311 118	547 765 291 118	547 765 291 118			
62 Ministère de l'Economie Plan et de la Coopération	0	3 678 469 808	1 754 545 738	1 754 545 738	3 628 563 465	3 628 563 465	18 449 384 392	13 449 384 392	17 571 713 301	17 571 713 301	45 280 684 508	45 280 684 508	40 280 684 508	40 280 684 508			
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Energie	0	741 750 000	546 269 20	546 269 20	30 554 000 000	30 554 000 000	7 725 077 705	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	42 717 096 904	42 717 096 904					

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative	Section (Ministère ou institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense										Total
		Charges financières	Acquisition de biens et services	Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital				
AE/CP	AEGCP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
84 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	0 379 399 988	1 093 553 090	1 093 553 090	3 113 000 000	3 113 000 000	10 368 088 509	10 368 088 509	0	0	14 954 041 587	14 954 041 587	
85 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Bassinissement	0 1 764 907 000	744 527 432	44 171 865 371	44 171 865 371	12 750 740 496	12 750 740 496	80 323 984 184	80 323 984 184	139 756 142 483	139 756 142 483		
88 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0 1 636 804 000	1 024 988 777	9 362 653 470	166 643 950 702	79 678 589 790	57 467 468 046	40 688 934 412	236 135 864 995	132 391 970 449			
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0 581 163 000	550 908 500	2 150 000 000	2 150 000 000	2 015 000 000	2 065 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	8 947 071 500	8 947 071 500	
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures	0 406 056 920	344 604 043	8 424 614 963	8 424 614 963	5 754 241 954	5 754 241 954	2 225 000 000	2 225 000 000	17 154 517 877	17 154 517 877		
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0 856 410 780	6 049 077 472	222 514 265 104	222 514 265 104	91 058 086 855	56 917 327 450	26 233 932 146	17 094 734 414	346 711 832 357	303 431 815 229		
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0 851 999 056	500 709 101	5 398 000 000	5 398 000 000	1 992 000 000	1 992 000 000	0	0	8 742 708 157	8 742 708 157		
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité National	0 2 252 324 364	649 153 821	37 615 000 000	37 615 000 000	135 979 574 917	26 820 116 933	96 552 875 200	96 552 875 200	273 049 028 302	163 869 470 316		
Totaux	578 273 518 000	1 442 465 000 000	429 208 985 000	428 423 105 000	1 248 470 325 000	1 248 470 325 000	1 821 619 351 779	953 281 294 201	958 753 426 529	882 390 275 799	6 478 801 306 308	5 513 903 618 000

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST**Projet de Loi de Finances Initiale 2024****TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

Budget Général		Ressources internes et ressources extérieures		Classification Fonctionnelle - Division						Catégorie de dépense 1-2-3-4-5-6		
Classification administrative	Division	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANITÉ	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	CP	576 273 618 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	576 273 618 000
	AE	576 273 618 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	576 273 618 000
21 Présidence de la République	CP	1 550 000 000	0	13 898 002 137	2 000 000 000	300 000 000	0	4 315 000 000	0	137 500 000	0	79 628 718 244
	AE	1 550 000 000	0	13 898 002 137	2 000 000 000	300 000 000	0	4 315 000 000	0	137 500 000	0	79 628 718 244
22 Assemblée Nationale	CP	20 158 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 158 015 137
	AE	20 158 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 158 015 137
24 Conseil Économique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 755 705 000	0	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000
	CP	0	0	1 755 705 000	0	0	0	0	0	0	0	1 755 705 000
27 Cour Suprême	AE	2 228 121 379	0	4 741 594 000	0	0	0	0	0	0	0	6 979 625 379
	CP	400 000 000	0	4 741 594 000	0	0	0	0	0	0	0	5 141 594 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	13 109 273 000	0	0	0	0	0	0	0	13 109 273 000
	CP	0	0	13 109 273 000	0	0	0	0	0	0	0	13 109 273 000
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	AE	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 810 000 000
	CP	7 810 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 810 000 000
30 Pétromar	CP	14 327 139 996	1 052 760 364	0	2 150 000 000	0	5 000 000 000	0	1 893 422 000	1 600 000 000	0	25 723 322 360
	AE	14 327 139 996	1 052 760 364	0	2 150 000 000	0	5 000 000 000	0	1 893 422 000	1 600 000 000	0	25 723 322 360

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6						Classification Fonctionnelle - Division		
Classification administrative												
Division	01 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegaliens de l'Exterior	CP 73 647 053 934	0	333 094 000	0	0	0	0	2 177 840 000	0	663 105 000	0	76 841 052 934
32 Ministère des Forces Armées	AE 73 647 053 934	0	333 094 000	0	0	0	0	2 177 840 000	0	663 105 000	0	76 841 052 934
33 Ministère de l'Intérieur	AE 23 32 500 000	297 838 104 980	1 523 000 000	0	19 065 000	755 000 000	8 954 723 210	0	1 001 901 096	1 018 378 440	0	313 442 672 728
34 Ministère de la Justice	CP 23 32 500 000	296 509 285 082	1 523 000 000	0	19 065 000	755 000 000	8 954 723 210	0	1 001 901 096	1 018 378 440	0	312 113 852 828
35 Ministère du Travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	AE 41 684 270 047	966 000 000	194 164 302 640	0	0	0	22 546 600	0	0	54 231 000	0	196 684 885 087
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	CP 7 145 765 796	0	81 402 700 170	54 096 823	0	0	144 758 924	0	0	54 231 000	0	236 891 350 287
41 Ministère des Infrastructures des Transports, Tertiaris et du Développement	AE 7 145 765 796	0	82 662 700 170	54 096 823	0	0	144 758 924	0	2 106 782 850	8 452 943 655	0	93 421 262 422
42 Ministère de l'Agriculture, de l'équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	CP	0	100 000 000	5 633 667 198	0	0	1 000 000 000	0	0	24 500 000	0	3 170 265 798
	AE	0	100 000 000	5 633 667 198	0	0	1 000 000 000	0	0	24 500 000	0	3 170 265 798
	CP	0	265 011 743	46 843 857 242	0	0	0	100 000 000	0	0	1 236 080 212	0
	AE	0	265 011 743	32 834 194 347	0	0	0	0	107 935 887	15 118 395	0	7 069 747 410
	CP	0	265 011 743	32 834 194 347	0	0	0	0	107 935 887	15 118 395	0	33 222 260 373
	AE	0	0	560 482 033 695	1 000 000 000	0	0	29 969 972	28 328 000	0	561 750 361 688	
	CP	0	0	281 934 385 352	1 000 000 000	0	0	29 969 972	28 328 000	0	283 202 713 325	
	AE	0	0	218 832 771 540	0	0	0	629 361 493	32 313 462	0	219 434 446 493	
	CP	0	0	207 180 348 575	0	0	0	629 361 493	32 313 462	0	207 842 023 528	

Projet de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources extérieures		Classification Fonctionnelle : Division										
				Catégories de dépenses 1.2.1.4.5.6										
Classification administrative														
Division				01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS					
43 Ministère des Finances et du Budget	CP	145 133 871 766	0	999 105 000	48 470 708 265	0	9 863 545 853	0	0	2 740 210 818	46 070 332	0	265 667 511 099	
	AE	147 527 471 598	0	999 105 000	64 211 962 805	0	20 423 545 053	0	0	2 740 210 818	46 070 332	0	296 342 365 419	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP	0	0	0	316 238 687 316	0	0	0	0	0	18 723 000	0	316 258 610 316	
	AE	0	0	0	601 467 734 668	0	0	0	0	0	19 723 000	0	601 467 457 680	
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	23 093 550 915	0	3 200 080 000	0	0	0	0	15 737 000	0	26 319 257 915	
	CP	0	0	0	21 542 300 915	0	3 200 080 000	0	0	0	15 737 000	0	24 756 037 915	
46 Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique	AE	19 382 729 636	0	1 100 000 000	1 387 000 000	54 222 518 772	21 491 222 228	0	2 968 622 984	0	14 000 000	0	100 596 053 620	
	CP	0	0	350 000 000	1 387 000 000	54 222 518 772	19 077 619 453	0	1 195 287 285	0	14 000 000	0	86 453 973 946	
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	15 895 121 637	0	0	220 000 000	0	593 112 011	9 999 053	0	16 778 232 761		
	AE	0	0	0	49 953 706 131	0	0	220 000 000	0	593 112 011	9 999 053	0	50 776 817 201	
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	CP	0	0	0	9 124 508 188	0	0	0	125 226 000	145 739 000	0	19 000 000	0	9 415 475 189
	AE	0	0	0	9 124 508 188	0	0	0	125 226 000	145 739 000	0	19 000 000	0	9 405 475 189
50 Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	561 593 140	61 131 000	0	944 326 039 231	10 000 000	0	944 549 363 377	
	CP	0	0	0	0	0	561 593 140	61 131 000	906 699 706 657	10 000 000	0	906 223 450 797	0	9 405 475 189
52 Ministère des Sports	AE	0	0	1 190 000 000	0	0	41 045 410 415	210 334 403	43 890 000	0	42 448 654 815	0	42 448 654 815	
	CP	0	0	600 000 000	0	0	37 020 410 415	210 334 403	43 890 000	0	37 683 634 815	0	37 683 634 815	
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	AE	0	0	0	0	0	20 543 620 137	600 318 000	20 532 000	0	21 244 470 137	0	21 244 470 137	
	CP	0	0	0	0	0	20 047 620 137	600 318 000	20 532 000	0	20 748 470 137	0	20 748 470 137	

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOGIS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	25 864 252 331	0	1 806 708 049	5 699 423 700	0	263 470 384 079
	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	264 017 234 701	0	1 806 708 049	5 699 423 700	0	271 623 386 449
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	AE	400 048 245	0	20 738 159 758	0	0	0	11 674 964 059	0	631 104 000	0	0	33 444 276 062
	CP	400 048 245	0	20 738 159 758	0	0	0	11 674 964 059	0	631 104 000	0	0	33 444 276 062
56 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	CP	0	0	21 137 176 354	26 986 682 087	500 000 000	0	0	65 988 940	10 000 000	0	0	48 689 848 381
	AE	0	0	21 137 176 354	26 986 682 087	500 000 000	0	0	65 988 940	10 000 000	0	0	48 689 848 381
58 Ministère de la Famille, de la Famille et de la Protection des Enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	2 758 537 800	28 539 155 810	0	0	31 297 673 610
	AE	0	0	0	0	0	0	0	2 758 537 800	28 539 155 810	0	0	31 297 673 610
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	AE	0	0	18 159 087 796	0	0	0	0	74 038 988 002	53 106 000	0	0	92 251 181 798
	CP	0	0	18 159 087 796	0	0	0	0	74 038 988 002	53 106 000	0	0	92 251 181 798
60 Charges non Réparties	CP	409 424 154 553	0	0	101 072 548 513	0	5 953 588 052	0	1 020 000 000	8 580 000 000	26 755 000 000	0	552 765 291 118
	AE	410 210 034 553	0	0	101 072 548 513	0	5 953 588 052	0	1 020 000 000	8 580 000 000	26 755 000 000	0	553 551 171 118
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	20 914 797 232	0	0	34 247 000 000	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	56 561 797 232
	AE	21 219 797 232	0	0	34 247 000 000	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	60 806 797 232
62 Ministère de l'Education et des Productions Animales	CP	704 315 357	0	0	39 387 525 259	0	0	0	40 614 413	148 229 480	0	0	40 280 684 509
	AE	704 315 357	0	0	44 387 525 258	0	0	0	40 614 413	148 229 480	0	0	45 280 684 508
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	CP	0	0	29 538 931 378	0	0	0	13 178 165 528	0	0	0	0	42 717 086 906
	AE	0	0	29 538 931 378	0	0	0	13 178 165 528	0	0	0	0	42 717 086 906

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes						Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6					
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division						Classification Fonctionnelle - Division					
Division	01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DÉFENSE	03 - ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	06 - LOGEMENT	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	11 - CLASSE non identifiée	Total	
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	AE 870 817 000	0	0	12 575 148 031	0	0	0	0	0	1 508 076 558	0	14 854 041 587	
CP	870 817 000	0	0	12 575 148 031	0	0	0	0	0	1 508 076 558	0	14 854 041 587	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	CP 73 862 777 928	0	0	24 248 100 488	41 026 933 148	41 026 933 148	41 026 933 148	0	0	115 325 000	0	139 766 142 483	
AE	73 862 777 928	0	0	24 248 100 488	41 026 933 148	41 026 933 148	41 026 933 148	0	0	115 325 000	0	139 766 142 483	
66 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	AE 1 058 003 782	0	0	1 983 910 000	134 770 307 054	88 046 513 408	0	0	0	267 122 691	0	236 135 864 993	
CP	1 058 003 782	0	0	1 983 910 000	134 770 307 054	88 046 513 408	0	0	0	267 122 691	0	236 135 864 993	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	CP 654 728 000	0	0	6 170 524 500	0	0	0	0	0	940 000 000	0	7 267 071 000	
AE	654 728 000	0	0	6 170 524 500	0	0	0	0	0	212 744 000	0	7 267 071 000	
73 Ministère des Transports, Adresses et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	CP 0	0	0	17 154 517 877	0	0	0	0	0	1 600 000 000	0	304 076 000	
AE	0	0	0	17 154 517 877	0	0	0	0	0	212 744 000	0	8 847 071 600	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CP 200 000 000	0	0	36 002 812	0	0	0	0	0	303 022 402 063	0	17 154 517 877	
AE	200 000 000	0	0	36 002 812	0	0	0	0	0	340 711 832 357	0	17 154 517 877	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE 0	0	0	8 732 708 157	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 742 708 157	
CP	0	0	0	8 732 708 157	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 742 708 157	
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Energie Sociale et Territoriale	AE 0	0	0	96 036 879 500	0	0	0	0	0	177 012 145 754	0	273 049 029 302	
CP	0	0	0	96 036 879 500	0	0	0	0	0	108 419 203 834	0	163 869 470 316	
TOTAUX :				1 483 543 463 973	301 356 866 344	300 043 698 453	1 938 448 925 710	760 025 565 062	152 008 868 793	279 020 856 574	1 388 410 802 120	14 854 041 587	
				CP	1 484 543 463 971	300 028 045 440	266 070 230 353	1 348 662 762 002	286 002 301 083	89 714 636 456	270 867 874 204	53 175 646 424 139	
													8 653 903 618 000

ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

Projet de Loi de Finances Initiale 2024

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Classification Economique - Catégorie de dépense						Total			
Classification fonctionnelle	Division	Charges financières		Dépenses de personnel		Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements en coursés par l'Etat		Transferts en capital	
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	578 273 618 000	156 012 134 942	177 276 236 099	176 490 356 089	320 190 943 449	320 190 943 449	123 700 593 047	109 208 630 669	133 029 938 442	124 811 968 442	1 468 543 463 979	1 464 987 621 601	
02 DEFENSE	0	213 103 414 828	56 450 831 766	56 450 831 766	1 064 966 700	1 064 966 700	30 308 052 050	28 979 232 152	430 000 000	430 000 000	301 366 065 444	300 028 045 446	
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	137 132 404 328	30 332 129 501	30 332 129 501	41 388 869 060	41 388 869 060	62 940 292 663	28 921 827 463	29 050 000 000	29 050 000 000	300 843 695 553	266 825 230 353	
04 AFFAIRES ECONOMIQUES	0	42 216 176 226	18 809 965 302	18 809 965 302	410 681 025 111	410 681 025 111	922 112 530 750	369 927 756 496	544 639 228 311	504 027 858 947	1 938 458 825 710	1 345 662 782 082	
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	6 208 596 420	5 853 120 948	5 883 120 948	48 675 000 000	48 675 000 000	122 225 931 256	75 384 708 408	77 022 917 437	70 440 875 307	260 025 566 162	206 602 301 085	
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	2 597 996 620	1 816 720 445	1 816 720 445	20 253 333 522	20 253 333 522	92 343 332 174	40 165 391 335	35 077 486 038	24 880 994 534	152 088 868 799	89 714 636 456	
07 SANTE	0	77 820 324 792	19 136 114 506	19 136 114 506	54 145 549 421	54 145 549 421	116 182 316 900	108 029 336 530	11 736 498 955	11 736 498 955	279 020 056 574	270 867 874 204	
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0	4 775 817 000	15 866 590 364	15 866 590 364	24 132 036 225	24 132 036 225	44 557 438 536	36 618 202 835	10 818 000 000	9 792 000 000	100 145 882 125	93 175 646 424	
09 ENSEIGNEMENT	0	794 934 050 719	97 642 586 388	97 642 586 388	252 127 648 929	252 127 648 929	186 670 469 828	116 893 767 852	57 035 982 146	47 886 734 414	1 388 419 738 180	1 309 494 768 372	
10 PROTECTION SOCIALE	0	7 664 034 054	5 964 689 680	5 984 689 680	75 811 352 583	75 811 352 583	120 518 992 565	37 161 240 460	59 923 375 200	59 923 375 200	269 902 444 082	186 544 691 977	
Totaux		578 273 618 000	1 442 465 000 000	429 216 985 000	428 423 105 000	1 248 470 325 000	1 248 470 325 000	1 821 619 951 779	953 281 294 201	953 763 426 579	882 990 271 799	6 478 801 306 108	5 533 903 618 000

ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2024

(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
I- RESSOURCES :	329 009	356 937	296 871	331 032	350 302	365 439	334 191	295 554	315 264	377 808	360 950	525 578	4 238 935
I-1 Recettes :	324 970	356 578	296 871	321 978	350 302	365 439	334 191	295 554	315 264	377 808	360 950	491 874	4 191 778
Impôts et taxes	221 507	271 630	172 339	209 937	247 401	269 244	219 849	180 759	174 008	225 253	229 960	326 578	2 748 466
Droits de porté	100 195	84 947	111 531	82 079	101 568	96 195	113 380	114 707	118 247	146 343	125 216	157 404	1 351 812
Autres Recettes non fiscales	3 269	-	13 001	29 962	1 332	-	962	87	23 009	6 212	5 774	7 891	91 500
I-2 appuis budgétaires (dons budgétaires)	4 039	359	-	9 054	-	-	-	-	-	-	-	33 705	47 157
I-3 Fonds de concours (contributions des entreprises et des particuliers)													
II- CHARGES :	740 060	541 617	519 219	475 819	476 402	744 758	556 097	311 328	413 892	420 888	433 792	573 571	6 207 442
II-1 Dépenses obligatoires	347 756	233 973	311 274	298 023	239 416	447 549	339 530	177 051	286 803	284 163	280 683	331 408	3 577 630
Total Salaires et pensions	139 626	139 632	139 996	139 839	140 594	139 839	140 104	1 680 169					
Salaire CCAP	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	103 261	1 239 131
Pensions	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	12 021	144 247
Salaires corps émergents	3 518	3 465	3 675	3 518	3 675	3 518	3 675	3 675	3 675	3 675	3 675	3 675	43 418
Salaire titres 3 et titre 5	1 890	1 901	2 048	2 037	1 890	2 037	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	24 402
Salaire sur compte de dépôt	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	15 087	181 046
salaire collectivités territoriales	3 850	3 918	3 905	3 916	4 661	3 916	3 960	3 960	3 960	3 960	3 960	3 960	47 926
Total dette publique	194 405	93 564	171 278	148 988	89 765	298 639	193 593	36 948	140 865	138 226	134 745	185 470	1 826 486
Dette extérieure	87 639	31 375	125 073	98 054	59 248	153 673	145 746	31 323	115 734	100 920	68 288	128 972	1 156 045
principal	51 106	20 179	58 804	66 158	30 890	105 953	113 892	20 694	66 923	72 954	34 062	110 219	751 834
intérêt	36 533	11 196	76 269	31 896	28 358	47 720	31 854	10 629	48 811	27 966	34 227	18 753	404 211
Dette intérieure	106 766	62 190	36 205	50 934	30 517	144 966	47 846	5 625	25 131	37 306	66 457	15 134	670 441
Principal	91 921	48 673	15 000	38 171	24 534	113 406	34 671	5 333	9 906	22 171	60 567	32 025	496 380
intérêt	14 845	13 516	21 205	12 762	5 984	31 560	13 175	292	15 225	5 890	24 473	174 061	
Bourses	13 725	756	-	9 196	9 057	9 071	5 834	-	5 834	5 834	5 834	5 834	70 975

(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
II-2 Autres dépenses du Trésor :	372 000	280 881	174 222	144 357	201 030	249 412	196 785	109 262	104 341	119 070	135 454	217 110	2 303 924
Dépenses de matériel et d'équipement	65 512	40 743	31 799	28 833	55 322	40 283	43 241	49 252	46 668	41 368	51 855	28 744	523 622
Tirages sur divers comptes de dépôt	306 487	240 137	142 423	115 524	145 708	209 129	153 544	60 009	57 673	77 702	83 599	188 366	1 780 302
II-3 Opérations de trésorerie :	20 304	26 763	33 722	33 438	35 956	47 797	19 781	25 015	22 748	17 655	25 053	325 888	
Dépenses des collectivités territoriales	9 901	17 878	23 390	23 940	25 034	37 514	5 429	11 202	10 523	5 429	5 429	5 429	181 100
Nivellement CCP	1 605	1 311	1 403	2 122	2 411	933	3 675	3 781	3 675	3 675	3 675	3 675	31 942
OPEX	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	5 200	5 190	4 547	5 190	5 190	5 190	12 588	64 096
PCC/PCS	4 598	3 374	4 729	3 176	4 310	4 150	5 486	5 486	3 360	3 360	3 360	3 360	48 749
DEFICIT	- 411 051	- 184 680	- 222 347	- 144 787	- 126 100	- 379 319	- 157 774	- 98 628	- 43 080	- 72 842	- 47 993	- 1 968 507	
RESOURCES DE FINANCEMENT :	228 099	115 383	125 597	397 834	177 080	168 221	101 346	38 487	86 005	72 645	51 013	25 686	1 587 995
Tirages programmes	64 094	-	-	186 615	7 436	-	-	-	-	17 994	23 861	-	300 000
Emission sur le marché intérieur (propo DEES)	150 000	105 000	105 000	200 000	150 000	150 000	75 000	-	50 000	27 500	-	-	1 012 500
Bons du T résor par adjudication (opérations de trésorerie)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons du T résor par adjudication	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	90 000
Obligations du Trésor	150 000	75 000	75 000	200 000	120 000	150 000	75 000	75 000	50 000	27 500	50 000	50 000	922 500
Ressources APE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ressources de trésorerie :	14 005	10 383	20 597	11 219	19 645	18 221	26 346	38 487	36 605	27 151	27 151	25 686	275 495
Remboursement nivellement CCP	1 542	1 260	1 309	2 095	2 341	2 123	3 528	3 630	3 528	3 528	3 528	3 528	31 942
Ressources des collectivités territoriales	7 865	5 749	10 453	5 835	12 385	9 524	16 470	28 509	27 570	19 402	19 402	17 936	181 100
Remboursement OPEX	-	-	4 106	113	608	2 424	861	861	2 146	861	861	861	13 703
Autres opérations de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PCC/PCS	4 598	3 374	4 729	3 176	4 310	4 150	5 486	5 486	3 360	3 360	3 360	3 360	48 749
NB: Solde projeté du compte de règlement en début de période	381 000	198 048	128 751	32 000	285 047	336 028	124 930	4 370	27 082	15 059	44 624	22 795	
NB: Solde projeté du compte de règlement en fin de période	198 048	128 751	32 000	285 047	336 028	124 930	4 370	27 082	15 059	44 624	22 795	487	

ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE 2023

	Crédits ouverts fin août	Crédits pris en charge	Montants payés	Restes à payer
Acquisitions de biens et services	385 944 787 027	315 237 366 591	297 454 679 088	17 782 687 503
Investissements exécutés par l'État	247 192 087 371	70 009 368 663	53 089 039 257	16 920 329 406
Total	633 136 874 398	385 246 735 254	350 543 718 345	34 703 016 909
Transferts courants	1 261 930 724 078	947 210 209 621	947 209 009 621	1 200 000
Transferts en capital	925 950 228 517	554 644 403 324	552 085 602 047	2 558 801 277
Total	2 187 880 952 595	1 501 854 612 945	1 499 294 611 668	2 560 001 277
Total général	2 821 017 826 993	1 887 101 348 199	1 849 838 330 013	37 263 018 186

ANNEXE XII : LISTE DES PROJETS FINANCIÉS SUR LES RECETTES D'HYDROCARBURES

MINISTERES	CHAPITRE	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT 2024
Ministère des Forces armées	PLAN D'URGENCE DE LA GENDARMERIE	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET DE SECURISATION DES FRONTIERES	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET D'EXTENSION DES VIDEOS SURVEILLANCES	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère de l'Intérieur	ELABORATION DE CARTES D'ELECTEUR ET DE CARTES D'IDENTITE BIOMETRIQUE - Phase 2	Transferts en capital	2 000 000 000
Ministère de la Justice	EQUIPEMENT JURIDICTIONS	Investissements exécutés par l'État	350 000 000
Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEDETTES (REFONTE)	Investissements exécutés par l'État	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Développement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	Transferts en capital	7 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Développement	PROJET DE CONSTRUCTION ROUTES CONNEXION AUTOROUTE THIES TOUBA	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Développement	CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE- SAINT- LOUIS	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Développement	REHABILITATION DES VOIES FERREES INTERIEURES, DES HAILTES, GARES ET GUICHETS DES DESSERTES INTERIEURES	Transferts en capital	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports terrestres et du Développement	PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire	PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	Transferts en capital	4 000 000 000

MINISTERES	CHAPITRE	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT 2024
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES DE DIAMNIADIO	Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES CENTRES FISCAUX	Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'ELECTRICITE AU SENEGAL (EX-Projet d'Appui à la Transition Mix énergétique propre au Sénégal (PATMEPS)	Investissements exécutés par l'Etat	400 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	PROJET REGIONAL D'ACCES A L'ELECTRICITE TECHNOLOGIE STOCKAGE BATTERIE (BEST)	Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000
Ministère du Pétrole et des Énergies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	Transferts en capital	3 500 000 000
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	TRAVAUX POLES URBAINS DE DIAMNIADIO	Transferts en capital	333 181 220
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	ASSAINISSEMENT URBAIN ET VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DU PÔLE URBAIN DE DIAMNIADIO/PLAN D'ASSAINISSEMENT DE DIAMNIADIO	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000
Ministère de l'Élevage et des Productions animales	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE	Transferts en capital	1 000 000 000
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL / RURAL	Transferts en capital	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ENDOMMAGEES DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE	Investissements exécutés par l'Etat	3 000 000 000
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LABORATOIRES SCIENTIFIQUES	Investissements exécutés par l'Etat	9 200 000 000
TOTAL PROJETS FINANCES SUR RESSOURCES HYDROCARBURES			49 283 181 220

ANNEXE XIII : APPUIS BUDGETAIRES

Prévisions budgétaires pour 2024

PRÊTS PROGRAMMES (CFA en milliards de)	PREV LFI 2024
AFD	33,91
- Appui budgétaire de Stabilisation macroéconomique	
- 3 ^{ème} tranche	26,24
- nouvel appui Éducation (PADES II)	7,67
BAD	14,77
- nouvel appui budgétaire général tranche	14,77
JAPON	26,74
- prêt de politique Santé	9,26
- prêt politique Éducation	17,48
FMI	298,08
3 ^{ème} tranche	149,04
4 ^{ème} tranche	149,04
TOTAL EMPRUNT PROGRAMME	373,51
DONS BUDGETAIRES (CFA en milliards) :	
Union Européenne migration jeunesse	19,15
- tranche fixe	6,56
- tranche variable	12,59
Luxembourg	4,00
Canada	4,32
- nouvel appui Éducation (2 ^{ème} décaissement)	4,32
Allemagne	16,40
- tranche vaccins	3,28
- Appui budgétaire général	13,12
AFD et PME	3,28
-PADES2	
1 ^{ère} tranche	3,28
TOTAL DON BUDGETAIRE	47,2